



Statut, hygiène, sécurité et conditions de travail des récupérateurs et recycleurs de déchets informels à Addis Abeba, à Ho Chi Minh Ville, à Antananarivo et à Bogota



Avec le soutien de la Commission
Européenne

ENDA EUROPE
ENDA COLOMBIE
ENDA OCÉAN INDIEN
ENDA VIETNAM
ENDA ETHIOPIE

2012

Auteurs:

Etude à Addis Ababa, Ethiopie: Daniel Fikreyesus, Twezdraw Getachew, Tsedey Abay, Mussie Gebremariam et Fikret Semen.

Etude à Antananarivo, Madagascar: Norolalaina Razafinjato ; Onja Ravaloloanitra, Fanjaniaina Rakotoharosoa, Daniel Randriamanantena (Enda Océan Indien).

Etude à Bogotá, Colombie: Federico Parra, Natalia Valdivieso, María Victoria Bojacá, Juan Pablo Hena (Enda Colombie).

Etude à Ho Chi Minh Ville, Vietnam: Msc. Đinh Thị Lê Nga, Msc. Nguyễn Thị Minh Châu, Msc. Nguyễn Đăng Minh Thảo, Msc. Trần Nhật Nguyễn.

Coordination et synthèse: Fabricia Devignes, Annelaure Wittmann (Enda Europe).

Traduction : Gloria Bâ, Carole Millereux, Annelaure Wittmann (Enda Europe).

Illustration de couverture:

Pré-collecteurs à Madagascar montrant avec fierté leur prix du quartier le plus propre d'Antananarivo © Enda 2011



Cette publication a été réalisée avec l'appui financier de la Commission Européenne / EuropeAid sous l'intitulé budgétaire "*Investing in people*". Le contenu de cette publication est la seule responsabilité d'Enda Europe, Enda Vietnam, Enda Ethiopie, Enda Océan Indien et Enda Colombie ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.

Table des Matières

Introduction	7
Résumé	8
I – Méthodologie et limites de l'étude	11
II - Les IWPAR dans les systèmes de gestion des déchets: des acteurs clés mais peu inclus socialement	13
A- Production de déchets	13
B- Aperçu historique des politiques publiques de gestion des déchets et des pratiques populaires de collecte et de recyclage	16
III. Les conditions de travail et de vie des IWPAR	24
A. De quel travail parle-t-on?	24
<i>Les IWPAR : des métiers et des noms variés</i>	24
<i>IWPAR organisés, IWPAR indépendants</i>	26
B- Le profil-type des IWPAR	27
<i>Un travail de femmes</i>	27
<i>Un travail de jeunes adultes</i>	28
<i>Le gagne-pain des familles</i>	29
<i>Un faible niveau d'éducation</i>	30
<i>Une transmission au sein de la famille</i>	31
<i>Un travail pour des migrants?</i>	32
C- Les conditions de vie des IWPAR	32
D- Revenus et dépenses	36
<i>Une activité à temps plein ou à temps partiel ?</i>	36
<i>Revenus moyens, dépenses et capacité d'épargne</i>	37
IV – Les conditions de travail	39
A- L'environnement de travail.....	39
B- Les véhicules de collecte et le matériel de protection	43
C- Image et considération sociale des IWPAR.....	47
V. Les questions de santé et de maladies professionnelles	47
A- Les maladies et les accidents	47
B- Sexualité et planning familial	53

Table des illustrations

Liste des tableaux

Tableau 1 : Données générales concernant les 4 contextes locaux	10
Tableau 2 : Description de l'échantillon étudié	12
Tableau 3 : Production de déchets, par ville	13
Tableau 4: Détail de la caractérisation des déchets par ville	15
Tableau 5: Infrastructures publiques.....	16
Tableau 6: Performance des secteurs populaire et formel de la collecte de déchets	20
Tableau 7 : Echelons administratifs et responsabilités dans le secteur des déchets.....	20
Tableau 8 : Acteurs privés de la GDS	21
Tableau 9 : Comment appelle-t-on les IWPAR dans chaque pays?	25
Tableau 10 : Groupes cibles du projet	26
Tableau 11: Niveau d'organisation actuel des IWPAR interrogés	27
Tableau 12: Profil de genre des IWPAR	28
Tableau 13: Statut marital des IWPAR	30
Tableau 14 : Niveau d'éducation des IWPAR	31
Tableau 15: La collecte et le tri des déchets, une activité à temps plein ou à temps partiel	37
Tableau 16: Les conditions météorologiques.....	39
Tableau 17 : La journée de travail d'un recycleur à Bogotá.....	41
Tableau 18: La perception des risques HSCT par les travailleurs.....	47
Tableau 19: Les maladies et accidents les plus fréquents, selon les travailleurs	48
Tableau 20: Fréquence des visites médicales et des vaccinations	49
Tableau 21 : Que faites vous lorsque vous êtes malades ou en cas d'accident?	50
Tableau 22: Le coût des services de santé	52

Liste des photographies

Photo 1 :Logements d'IWPAR à Antananarivo	32
Photo 2 : Logements d'IWPAR à Addis Ababa.....	33
Photo 3 : Logements d'IWPAR à HCMV	34
Photo 4: La collecte des bennes par la municipalité, source de difficultés pour les pré-collecteurs d'Addis Abeba et d'Antananarivo	39
Photo 5 : Manque d'entrepôts de stockage appropriés à Menalesh Tera, le marché des matériaux recyclables à Addis Ababa	43
Photo 6 : Le madabaria (sac)et le chariot à main à Addis Abeba	43
Photo 7 : L'équipement de pré-collecte à Antananarivo	44
Photo 8 : Le cheval et le chariot à Bogotá	44
Photo 9 : Divers véhicules et équipements de pré-collecte et de collecte à HCMV	44
Photo 10 : Equipement de protection à HCMV et à Bogotá	46
Photo 11 : Une carte d'assurance santé volontaire appartenant à un pré-collecteur à HCMV	51

Liste des graphiques

Graphique 1 : Caractérisation des déchets par ville	14
Graphique 2: Age des IWPAR	29
Graphique 3 : Niveau d'éducation des IWPAR	31
Graphique 4: Type et statut des logements d'IWPAR dans les 4 villes	35
Graphique 5: Revenus mensuels moyens issus de la pré-collecte ou du recyclage	38
Graphique 6 : Nombre d'heures travaillées par jour	41
Graphique 7 : Accès à une assurance santé	51

Liste des encadrés

Encadré 1 : Législation sur la collecte des déchets à Ho Chi Minh Ville.....	23
------------------------------------------------------------------------------	----

Liste des schémas

Schéma 1: Le système de pré-collecte de déchets d'Addis Abeba	17
Schéma 2: Le système communautaire de pré-collecte des déchets à Antananarivo	18
Schéma 3 : Le système de pré-collecte à HCMV	18
Schéma 4: Le système de recyclage à Addis Abeba, Antananarivo et HCMV	19
Schéma 5 : Le système de recyclage informel à Bogotá	19
Schéma 6: Le système actuel de gestion des déchets à Bogota	22
Schéma 7 : La gestion des déchets à HCMV	24

Liste des abréviations

AA	Addis Abeba
ARB	Association des Recycleurs de Bogota
BIT	Bureau International du Travail
CE	Commission Européenne
CITENCO	Agence pour le Développement de la Ville (entreprise chargée du traitement des déchets à HCMV)
CP	Comité Populaire (organe décisionnaire dans l'administration vietnamienne)
DONRE	Département des Ressources Naturelles et de l'Environnement (Vietnam)
DOLISA	Département du Travail des Invalides et des Affaires Sociales (Vietnam)
ENDA	Environnement, Développement, Action
Enda OI	Enda Océan Indien
EPA	Agence de la Protection de l'Environnement (Ethiopie)
GDS	Gestion des Déchets Solides
HCMV	Ho Chi Minh Ville
HSCT	Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail
IWPAR	Recycleurs et récupérateurs populaires de déchets (de l'anglais <i>Informal Waste Pickers and Recyclers</i>)
MONRE	Ministère des ressources Naturelles et de l'Environnement (Vietnam)
MOLISA	Ministère du Travail, des Invalides et des Affaires Sociales (Vietnam)
MPE	Micro et Petites Entreprises
MR	Matériaux Recyclables
n.d.	Données non disponibles
OCB	Organisation Communautaire de Base
OIT	Organisation Internationale du Travail
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
SAMVA	Service Autonome de Maintenance de la Ville d'Antanarivo, entreprise publique en charge de l'assainissement et du traitement des déchets (Madagascar)
SENA	Service national d'apprentissage – Bureau National de Formation, Service dépendant du Ministère de la Protection Sociale en Colombie
SISBEN	Système d'Identification des Bénéficiaires de Prestations Sociales, outil utilisé par l'administration colombienne pour identifier, en fonction de la situation économique et sociale, les bénéficiaires de programmes sociaux gérés par l'Etat
PME	Petites et Moyennes Entreprises
TDR	Termes de Référence
UE	Union Européenne
UNESCAP	Commission Economique et Sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique
UND	Dongs Vietnamiens (monnaie nationale)

Introduction

Le programme "Vers une protection et une inclusion sociales des récupérateurs et des recycleurs de déchets dans les villes du Sud" (IWPAR) est mené par Enda Colombie à Bogotá, Enda Ethiopie à Addis Ababa, Enda Océan Indien à Antananarivo, Enda Vietnam à Ho Chi Minh Ville et coordonné par Enda Europe de janvier 2011 à décembre 2013, avec un cofinancement de la Commission Européenne.

L'objectif *global* du programme IWPAR est d'améliorer l'inclusion sociale et de permettre un accès durable à des formes plus adéquates de protection sociale pour les récupérateurs et recycleurs populaires de déchets (IWPAR) à Madagascar, au Vietnam, en Ethiopie et en Colombie.

Les objectifs *spécifiques* du programme IWPAR sont:

1. L'amélioration des conditions de travail des IWPAR, la réduction des facteurs de risque sur la santé
2. L'amélioration de l'accès à l'assurance et aux services de santé pour les IWPAR au niveau local.
3. L'insertion et la stabilisation de 50¹ associations d'IWPAR dans les systèmes de gestion intégrée des déchets.

Les activités du programme IWPAR consistent à effectuer des activités de terrain (appui matériel, formations, plaidoyer auprès des autorités locales, campagnes de sensibilisation...) et des études. Les études devant être produites par l'équipe sont les suivantes:

- *Caractérisation des déchets*, afin d'obtenir une idée des matériaux avec lesquels les récupérateurs et recycleurs de déchets travaillent, en termes d'Hygiène, de Sécurité et de Conditions de Travail (HSCT) et de potentiel commercial;
- *Systèmes existants de gestion des déchets*, afin d'évaluer le statut des IWPAR auprès des autorités publiques et leur degré d'inclusion sociale;
- *Profil socio-démographique et HSCT*, afin d'évaluer plus précisément les contraintes et besoins des groupes ciblés;
- *Evaluation des possibilités d'accès à une assurance et à une retraite*, afin d'ajuster la stratégie à chaque pays pour offrir aux IWPAR une protection sociale adaptée et durable;
- *Etudes de marché*, afin d'ajuster à chaque pays la stratégie d'amélioration des revenus des IWPAR, en identifiant les activités les plus lucratives en matières de gestion des déchets.

Ce rapport est la synthèse des trois premières études. L'évaluation des possibilités d'accès à une assurance et à une retraite ainsi que les études de marché seront produites en 2012.

Pour cette étude, les définitions suivantes ont été utilisées:

- **Travail Informel**: "Travail ou activité exercée par des personnes travaillant dans des entreprises informelles, ou par des employés d'entreprises formelles dont le travail n'est ni régulé, ni stable, ni assuré. Les travailleurs temporaires peuvent faire partie de cette catégorie" (OIT)
- **Exclusión social**: « una situación de desventaja económica, profesional, política o de estatus social, producida por la dificultad que una persona o grupo tiene para integrarse a uno de los sistemas de funcionamiento social » (Real Academia Española)
- **Seguridad social**: « el conjunto de prestaciones que la sociedad proporciona a los ciudadanos y a los hogares —mediante medidas públicas y colectivas— a fin de garantizarles un nivel de vida mínimamente digno y protegerles frente a la pérdida o disminución de dicho nivel causada por determinados riesgos o necesidades fundamentales » (Van Ginneken, Wouter)
- **Inclusion Sociale**: "Processus visant à ce que des personnes risquant la pauvreté ou l'exclusion sociale aient accès aux opportunités et aux ressources leur permettant de participer pleinement à la vie économique, sociale, et culturelle et de bénéficier d'un niveau de vie et de bien-être considéré comme normal dans la société dans laquelle elles vivent. L'inclusion sociale leur permet d'avoir une participation plus importante aux procédés de décisions qui affectent leur vie et un meilleur accès à leurs droits fondamentaux" (Commission Européenne).

1 Au Vietnam: 6, en Ethiopie: 50, à Madagascar: 1, en Colombie: 3

Résumé

Dans les 4 villes couvertes par l'étude, c'est à dire Bogotá (Colombie), Antananarivo (Madagascar), Ho Chi Minh Ville (Vietnam) et Addis Ababa (Ethiopie), environ 40 000 personnes travaillent de manière plus ou moins informelle dans la récupération de déchets et le recyclage. Une minorité de ces travailleurs sont organisés dans des associations ou des coopératives.

Dans le cadre du programme IWPAR, Enda cible 1850 travailleurs, principalement ceux qui sont organisés. Un total de 733 personnes ont été interviewées pour les besoins de la présente étude, ce qui représente la moitié du groupe cible.

La gestion des déchets, un défi grandissant

Les 4 capitales, qui comptent toutes plus d'un million d'habitants, les deux plus grandes étant HCMV (9 millions) et Bogotá (8 millions), font face à des défis d'urbanisation et de croissance démographique, ainsi qu'à l'industrialisation des modes de production et de consommation. Ceci mène à une augmentation des taux de croissance de la production annuelle de déchets : 10% à Antananarivo, 2% à Bogotá, 10% à HCMV.

Parmi les 4 villes, Bogotá a été pionnière de la mise en place dès 1987 d'un centre d'enfouissement "moderne" aujourd'hui équipé d'un dispositif protégeant les sols et les nappes phréatiques de la pollution et d'installations de traitements des lixiviats et des gaz. Sur les 3 décharges d'HCMV, la première fut construite en 2001. Antananarivo et Addis Abeba sont en train de procéder à la fermeture de leurs décharges à ciel ouvert afin de construire des centres d'enfouissement techniques.

Formalisation des acteurs communautaires de la pré-collecte

A Antananarivo, Addis Abeba et HCMV, le service public se concentre sur le transport des déchets depuis des stations de transfert vers des décharges et n'effectue la collecte en porte à porte que dans un nombre limité de quartiers, situés en général en centre-ville et le long des routes principales. Les autres habitants, en particulier ceux vivant dans des petites allées inaccessibles pour les camions ou dans des quartiers précaires, font appel à des acteurs communautaires pour la collecte de leurs déchets.

Antananarivo est un cas spécifique car les pré-collecteurs ne travaillent pas sous la supervision des autorités locales mais sous celle de comités communautaires.

Ainsi, les collecteurs "informels" de déchets deviennent de moins en moins informels dans les 4 villes, ce pourquoi le « I » de IWPAR correspond davantage à l'adjectif « indépendant » qu'à l'adjectif « informel ».

La privatisation du service de pré-collecte et la disparition des acteurs communautaires

Le contexte de Bogotá est particulier, car 100% des déchets ménagers, même dans les quartiers périphériques, sont collectés par de grandes entreprises privées qui ont signé des accords de service public avec l'administration municipale. Il n'y a plus de groupes de pré-collecte communautaires depuis les années 1980. Le défi consiste maintenant à détourner les matériaux recyclables de la collecte formelle des déchets afin d'augmenter les revenus des recycleurs et de prolonger la durée de vie du centre d'enfouissement.

Profil-type du travailleur des déchets

Le profil-type du travailleur des déchets interrogé dans les 4 études est une femme de moins de 40 ans, avec des enfants, n'ayant pas eu accès à l'école, ou seulement à une éducation primaire.

Revenus insuffisants pour avoir accès à une assurance santé ou un régime de retraite

Tous les IWPAR sauf ceux de Bogotá ont un revenu mensuel légèrement supérieur au salaire minimum du pays. Cependant, ce revenu n'inclue aucune protection sociale.

Les IWPAR vietnamiens semblent être les seuls avec une capacité d'épargne et un accès au crédit. Cependant, les autorités locales exercent une forte pression sur eux afin qu'ils améliorent leurs véhicules, ce qui les oblige à s'endetter.

La ville où les IWPAR semblent être les mieux équipés en termes de véhicules est également HCMV, où l'utilisation de véhicules motorisés est fréquent. A Bogotá, les IWPAR utilisent principalement des chariots tirés par des chevaux. A Antananarivo et Addis Abeba, les IWPAR transportent les déchets dans des sacs ou des brouettes.

Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail (HSCT)

L'utilisation d'équipements de sécurité est courant parmi les acteurs organisés (près de 100% des pré-collecteurs ou recycleurs utilisent des gants, des uniformes et des bottes) mais rare parmi les acteurs indépendants. Les pré-collecteurs indépendants tendent à être moins bien équipés, et les collecteurs de matériaux recyclables et de déchets ne sont généralement pas du tout équipés.

Les IWPAR sont très conscients des risques associés à leur travail, en particulier ceux qui sont organisés et qui ont reçu un accompagnement et une formation au cours de projets antérieurs. Les risques qu'ils perçoivent sont toutefois les risques de nature immédiate, tels que les accidents de la circulation, mais ils minimisent les risques à long terme tels que l'exposition aux produits chimiques.

Les maladies respiratoires et articulaires sont celles qui sont le plus fréquemment évoquées par les IWPAR. Les autres maladies mentionnées sont tout aussi fréquentes au sein de la population générale (paludisme, diarrhée...).

Un recours peu fréquent aux services de santé

La proportion d'IWPAR qui se rendent chez un médecin régulièrement est inférieure à 60% dans les 4 villes. Les deux raisons principalement avancées sont la peur de découvrir certaines maladies (sachant qu'ils ne pourront pas s'en offrir le traitement) et le manque d'argent.

Quand ils sont malades, plus de la moitié des IWPAR continuent à travailler et ne vont pas chez le médecin. La plupart d'entre eux ont recours à l'automédication et à la médecine traditionnelle.

Une majorité d'IWPAR ont été vaccinés au moins une fois dans leur vie mais ne se souviennent ni de la date du vaccin, ni de la maladie contre laquelle il devait les prémunir, ni de rappels qu'ils auraient reçu par la suite.

Dans les 4 villes, les IWPAR sont très rarement des employés. Ils sont payés directement par la communauté (les ménages) ou par les autorités locales, qui les considèrent comme des prestataires et non comme des employés municipaux. Le coût de leur assurance santé n'est pas pris en compte dans le calcul des redevances de collecte ou du paiement à la tonne.

A chaque visite médicale, les IWPAR dépensent en moyenne 10% de leur revenu mensuel. Ceci n'est pas viable pour les travailleurs qui ont en moyenne une famille de 4 personnes à nourrir.

Le problème n'a pas été abordé en profondeur dans les 4 villes, mais l'usage de méthodes de planning familial peut être considéré comme rare. Les grossesses involontaires sont donc assez fréquentes, et en l'absence de mécanismes de congé maternité, les travailleuses enceintes ont tendance à continuer à travailler pendant leur grossesse.

Recommandations

Les recommandations émises par chaque étude locale se concentrent sur le plaidoyer auprès de l'administration municipale, en particulier afin d'améliorer la coordination entre la collecte municipale formelle et la pré-collecte effectuée par les IWPAR, et afin d'augmenter la rémunération des travailleurs. Elles confirment aussi le besoin d'améliorer l'équipement de travail des IWPAR, leur accès aux services de santé, et soulignent la nécessité d'introduire des mécanismes pour les questions familiales (aspects médicaux, de citoyenneté, et d'éducation des enfants).

Tableau 1 : Données générales concernant les 4 contextes locaux

Pays	Colombie	Ethiopie	Madagascar	Vietnam
Type de régime	Démocratie. Régime présidentiel.	République Fédérale.	Régime présidentiel	Etat centralisé avec parti unique.
Situation politique	Le président Santos a exprimé sa volonté d'aborder les problèmes de violence et d'inégalités. Il souhaite aussi se concentrer sur l'emploi et les problèmes sociaux, et a promis de réduire le chômage, de combattre le travail informel, d'investir dans les logements sociaux, d'initier une réforme du système de santé et d'introduire une législation du premier emploi.	Pendant la majeure partie du XX ^{ème} siècle, l'Ethiopie a été régie par des gouvernements très centralisés et anti-démocratiques. Le parti au pouvoir l'est depuis 1991. En 2009, le parlement éthiopien a voté une loi pour encadrer les organisations de société civile (OSC) de manière très stricte (ex : celles recevant plus de 10% de leurs revenus de sources étrangères sont exclues de certains secteurs tels que les questions de droits humains).	Les crises de 1972, 1991-1992, 2001-2002 ou 2009, se suivent et se ressemblent à Madagascar. L'affrontement de 2008 entre le Président Marc Ravalomanana et le maire d'Antananarivo, Andry Rajoelina rappelle celui de 2002, où Didier Ratsiraka contesta la victoire de Marc Ravalomanana, maire de la capitale, ce qui paralysa le pays pendant plusieurs mois.	Le Vietnam est dirigé par le Parti Communiste Vietnamien (PCV), basé sur le Marxisme-Léninisme et la pensée d'Ho Chi Minh. Le procédé de décision est dominé par le Comité Central et le Bureau Politique. Le PCV est présent à tous les niveaux et dans l'administration, les écoles, les entreprises, l'armée et la police.
Population	45 millions	90,9 millions	19,9 millions	88 millions
Capitale	Bogota (pop.: 8 M.)	Addis Ababa (pop.: 3 M.)	Antananarivo (pop.: 1.6 M.)	Hanoi (pop.: 9 M.)
Espérance de vie	72,5 ans (hommes: 68,7; femmes: 76,5)	53,6 ans pour les hommes; 58,8 ans pour les femmes	66 ans	75,2 ans
Taux d'alphabétisation	94%	42,7%	64 %	94%
Indice de développement humain	0.710 (87 ^{ème} /187)	0,36 (174 ^{ème})	0.48 (151 ^{ème})	0,593
Taux de pauvreté (% of population)	37.2%	n.d.	68.7%	14.5%
PIB	235 milliards USD	30,9 milliards USD	8 milliards USD	106 milliards USD
PIB par habitant	5 510 USD	339 USD	461 USD	1 160 USD
Taux de croissance	4,5%	7 %	0,6 %	6,78 %
Développement Urbain	81 %	n/a	15%	94%

Sources: CIA, 2011; Banque Mondiale, 2011; Banque Mondiale, 2010; Banque Mondiale, 2009; Banque Mondiale, 2008; PNUD, 2011; FMI, 2010, Instat, 2010.

I – Méthodologie et limites de l'étude

L'étude a été réalisée par Enda Colombie, Enda Océan Indien (OI), Enda Ethiopie et Enda Vietnam dans les 4 capitales des pays participant au programme IWPAR coordonné par Enda Europe.

Les Termes de Référence (TDR) de l'étude ont été définis conjointement par l'équipe internationale du programme au cours de la réunion de lancement en mars 2011 à Bogotá, Colombie.

Chaque équipe nationale a adapté les TDR selon les informations qui étaient déjà disponibles et le niveau d'organisation des IWPAR.

A Bogotá, l'équipe du projet disposait déjà d'informations sur l'histoire des politiques de gestion des déchets et sur les pratiques de recyclage (publications et articles d'Enda Colombie). Par conséquent, l'étude s'est centrée sur l'analyse conceptuelle de la protection sociale, l'analyse des politiques publiques de protection sociale, et des entretiens avec 2 organisations d'IWPAR de 60 membres au total. Enda Colombie travaille depuis plus de 20 ans avec ces 2 organisations. Toutefois, en raison de leur charge de travail, seulement 38 membres ont été interrogés, ce qui est le plus petit échantillon des 4 villes. Le questionnaire comportait des questions spécifiques sur l'appartenance à des organisations, l'accès aux services de santé, la sexualité, le planning familial, la santé communautaire, l'accès aux programmes de formation des adultes, le recours aux programmes de garde d'enfants et de nutrition infantile ainsi que les régimes de retraite.

A Antananarivo, l'équipe du projet a interviewé 82 pré-collecteurs avec lesquels Enda travaille depuis plusieurs années, ainsi qu'un nouveau groupe cible composé de 99 récupérateurs de rue vivant du tri des matériaux recyclables dans les bennes à ordures municipales. Enda OI a adapté les TDR en ajoutant des questions spécifiques sur la citoyenneté (carte d'identité, carte de naissance), le logement, l'accès à l'électricité et l'assainissement (toilettes, égouts), les habitudes alimentaires; et a effectué une analyse détaillée du budget des familles d'IWPAR (revenus et dépenses).

A Ho Chi Minh Ville, le projet a engagé une équipe de consultants pour examiner les statistiques existantes ainsi que la littérature sur la gestion des déchets solides et la législation vietnamienne sur la protection sociale. Les consultants ont aussi recueilli des données via des discussions en *focus groups*, des entretiens approfondis et des études de cas. Ils ont utilisé des questionnaires auprès de 246 collecteurs de déchets privés et 54 recycleurs. Les 7 zones ont été sélectionnés parmi les quartiers centraux (districts 4, 5, 10) et les quartiers suburbains (districts 6, 11, Go Vap, Binh Thanh). D'autres parties prenantes dans la gestion des déchets solides à HCMV, tels que les conseils d'administration des syndicats, les collecteurs organisés et indépendants, les employés des propriétaires de circuits de collecte des déchets, les récupérateurs et les intermédiaires dans le secteur du recyclage ont également été interrogées. Des questions spécifiques sur le mode d'organisation des coopératives ont été ajoutées, ainsi que des questions relatives aux habitudes d'épargne-crédit (participation à un groupe d'épargne traditionnel, accès au crédit).

A Addis Abeba, Enda Ethiopie a engagé une équipe de consultants qui ont étudié les statistiques et la littérature sur la GDS. Pour obtenir une vision complète de la collecte et du tri des déchets, ainsi que des circuits de recyclage, ils ont interrogé les collecteurs de matériaux recyclables en porte à porte (appelés "*korales*"), des revendeurs de matériaux recyclables et des pré-collecteurs de déchets. L'équipe de consultants a organisé des groupes de discussion avec les IWPAR, et a mené des entretiens avec les autorités locales (Direction de la Jeunesse et de la Femme, Bureau de la Santé, Agence de collecte et de recyclage des déchets solides d'Addis Abeba, Agence de développement, d'assainissement et d'embellissement des Parcs d'Addis Abeba), les entreprises et les associations.

Tableau 2 : Description de l'échantillon étudié

	Addis Ababa	Antananarivo	Bogota	HCMV	TOTAL
Estimation du nombre total d'IWPAR dans la ville	6 000 pré-collecteurs organisés en 560 associations + 3 400 collectionneurs de matières recyclables (<i>korales</i>) + 240 recycleurs travaillant sur le marché " <i>Minalesh Tera</i> " + 600 ramasseurs de déchets sur la décharge	152 pré-collectionneurs accompagnés par Enda + Plusieurs centaines de collecteurs qui vivent de bennes à déchets + 300 familles (soit 15.000 personnes) vivant sur la décharge de Andralandra (accompagnées par l'ONG du Père Pedro) + 150 familles (soit 750 personnes) sur la décharge industrielle (130 accompagnées par l'ONG ATD Quart Monde)	11 740 collecteurs de matières recyclables	20 000 travailleurs de déchets à la fois formels et informels spécialisés dans le recyclage (y compris les " <i>ve chai</i> ", les intermédiaires, les employés dans des usines de recyclage ...) 4000 pré-collecteurs informels 1 500 employés de CITENCO	> 40 000 personnes
Nombre d'IWPAR ciblés	750	200	200	700	1 850
Echantillon	Entretiens avec 214 pré-collecteurs organisés appartenant à 40 associations. (<i>korales</i> et marchands de MR uniquement au sein de groupes de discussion) dans 20 <i>woredas</i> (2 <i>woredas</i> de chacune des 10 quartiers d'AA)	181 (82 pré-collecteurs de déchets ménagers en porte à porte, 152 pré-collecteurs ayant une reconnaissance officielle à Antananarivo + 99 ramasseurs de déchets)	38 collecteurs de MR, membres de 2 associations: <i>Asochapinero</i> (18) et <i>Pedro Leon Trabuchi</i> (20).	300 (246 pré-collecteurs + 54 recycleurs) dans 7 zones	733
Nombre et proportion de femmes interrogées	150 (70%)	Pré-collecteurs: 48 (42%) Ramasseurs de déchets: 57 (57%)	23 (60%)	Collecteurs privés: 113 (46%) Récupérateurs/ recycleurs: 41 (76%)	432
Nombre et proportion d'hommes interrogés	64 (30%)	Pré-collecteurs: 34 (58%) Ramasseurs de déchets: 42 (43%)	15 (39%)	Collecteurs privés : 133 (54%) Récupérateurs/ recycleurs: 13 (24%)	301

L'enquête comporte certaines **limites** inhérentes à la nature du groupe cible:

- Des questions trop nombreuses, et des entretiens parfois considérés comme trop longs par les IWPAR (30 à 45 minutes), qui ont fini par répondre vaguement. En outre, les IWPAR se déplacent souvent d'un endroit à un autre au cours de leur journée de travail.
- La méfiance des IWPAR, en particulier les recycleurs, à l'égard des institutions publiques ou des entreprises privées formelles, ce qui est dû au style autoritaire des gouvernements locaux, et à leurs efforts récurrents pour limiter ou éliminer les activités de recyclage populaire.
- Certaines données contradictoires concernant les revenus, les dépenses et le mode de vie des IWPAR. Cela est dû à la honte, la peur d'être dénoncé, par exemple dans le cas d'un avortement, ou la crainte de perturber le marché précaire des matières recyclables (les prix sont très instables). En ce qui concerne les revenus et les dépenses, certaines réponses vagues sont dues à la multiplicité des sources de revenus, la variabilité des montants d'un jour à l'autre et la difficulté à estimer les montants mensuels. En règle générale, des réponses plus précises et probablement plus sincères ont été obtenues avec les groupes cibles avec lesquels Enda travaillait déjà.
- A Madagascar, les descriptions des logements sont des déclarations des personnes interrogées; l'équipe d'étude n'a pas visité les maisons.
- Les comparaisons entre les 4 études sont rendues difficiles par la nature des échantillons utilisés, qui varie d'un pays à l'autre : Enda Colombie a sélectionné un échantillon plus restreint que les 3 autres équipes et les 38 personnes interrogées étaient toutes membres d'associations avec plus de 10 ans d'existence. Ceci donne l'impression que les besoins sont moindres à Bogotá que dans les autres villes, mais l'échantillon colombien n'est pas représentatif de la situation générale des recycleurs dans ce pays.

Pour faciliter la comparaison entre les pays, tous les chiffres exprimés en monnaies locales ont été convertis en euros. Les taux de conversion utilisés sont ceux de InfoEuro de Décembre 2011, à savoir:

- 28 816,30 dong vietnamien (VND) = 1 euro
- 2 567,70 pesos Colombiens (COP) = 1 euro
- 2 822,37 Ariary Malagasy (MGA) = 1 euro
- 23,25 Birr Ethiopien (ETB) = 1 euro

II - Les IWPAR dans les systèmes de gestion des déchets: des acteurs clés mais peu inclus socialement

A- Production de déchets

Les 4 capitales, ayant toutes plus d'un million d'habitants, les deux plus grandes étant HCMV (9 millions) et Bogotá (8 millions), sont confrontés à l'urbanisation et aux problèmes de croissance démographique ainsi qu'à l'industrialisation des modes de production et de consommation. Cela conduit à l'augmentation des taux de croissance annuels de production de déchets: 10% à Antananarivo, 2% à Bogotá, 10% à HCMV.

Tableau 3 : Production de déchets, par ville

	Addis Abeba	Antananarivo	Bogotá	HCMV
Population	3 M	1,6 M	8 M	9 M
Production de déchets par jour	765 tonnes	665 tonnes	7 510 tonnes	7 000 tonnes
Production de déchets par jour par habitant	0,45 kg	0,41 kg	0,94 kg	0,77 kg

Dans les 4 villes, il subsiste une grande proportion (en moyenne, plus de la moitié de la poubelle) de déchets organiques, même à Bogotá, la ville la plus industrialisée. A titre de comparaison, la part des déchets organiques dans les déchets ménagers représente moins d'un tiers à Paris.

Bogotá et HCMV sont les villes où l'on observe les plus fortes proportions de matières recyclables (papier, carton, plastiques, métaux, verre) ce qui explique en partie pourquoi le secteur du recyclage y est plus développé. De manière générale, il y a davantage de matériaux recyclables dans les déchets produits dans les bureaux et centres commerciaux que dans les ordures ménagères.

Les chiffres de la caractérisation des déchets ne peuvent pas facilement être comparés en raison des différentes méthodologies utilisées: la caractérisation peut être effectuée à l'entrée de la décharge (par exemple à Bogotá, où les déchets ont déjà été séparés et recyclés en grande partie dans la ville) ou à la source (dans les poubelles de ménages par exemple) avant la séparation des matières recyclables.

Graphique 1 : Caractérisation des déchets par ville

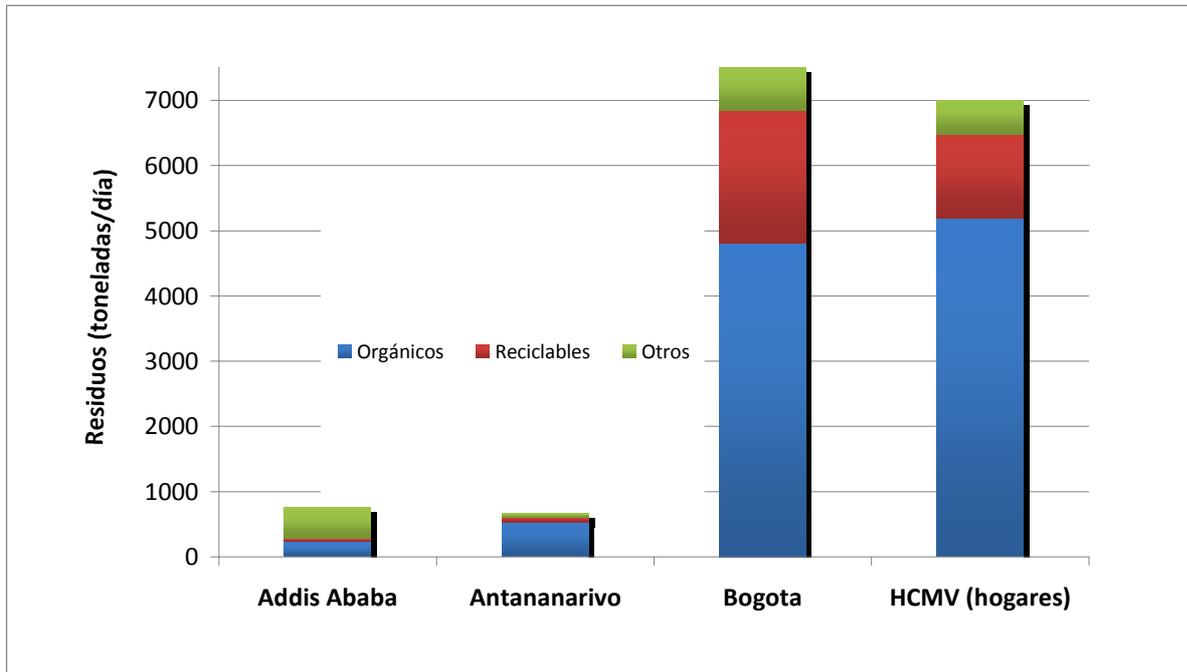


Tableau 4: Détail de la caractérisation des déchets par ville

	Addis Abeba	Antananarivo	Bogotá	HCMV
Type de déchets produits	60% organiques 15% recyclables (plastique, métaux ferreux, verre) 25% autres (dont 57% de sable et de fines)	80% organiques 11% recyclables (papier, carton et plastique) 9% autres (métaux, textiles, verre ...).	Composition des déchets entrant au centre d'enfouissement de <i>Doña Juana</i> : 64% organiques 27% recyclables (19% de plastique, du papier et du carton 8%) 9% autres	Déchets ménagers: 69% organiques 18% recyclables (9% papier, 9% plastiques, 0,2% métaux, 0,1% verre) 7 % autres (3,6% textiles, 0,2% caoutchouc 3,6% déchets dangereux) Bureaux: 33% organiques 65 % recyclables (46% papier, 15% plastiques, 0,9% fer, 0,7% métaux, 3% verre) 0,9% textiles, 1% caoutchouc 0,6% déchets dangereux Zones commerciales: 28% organiques 54% recyclables (29% papier, 21% plastiques, 2% métaux, 2% verre) 3% autres (1% textiles, 2% caoutchouc) Marchés: 87% organiques 8% recyclables (3% papier, 4% plastiques, 0,4% métaux, 0,6% verre) 5% autres (2% textiles, 2% caoutchouc, 0,6% bois)
Origine des déchets produits	Ménages: 70% Zones commerciales: 9% Balayage des rues: 6% Déchets industriels: 5% Hôtels, hôpitaux ...: 10%		Ménages: 69% Administration, industrie et commerce: 11%	Inclus dans les 7000 tonnes: ménages, marchés, écoles, bureaux et agences, PME. Non inclus: 700-1 200 tonnes de déchets de construction, 7-9 tonnes de déchets médicaux, 900-1200 tonnes de déchets industriels (y compris 100 à 120 tonnes de déchets dangereux).

B- Aperçu historique des politiques publiques de gestion des déchets et des pratiques populaires de collecte et de recyclage

Un manque d'infrastructures publiques

Parmi les 4 villes, Bogotá a été pionnière dans la mise en place en 1987 d'une décharge "moderne" équipée de dispositifs protégeant les sols et les nappes phréatiques de la pollution et d'installations de traitements des lixiviats et des gaz. Parmi les 3 décharges de HCMV, la première fut construite en 2001. Antananarivo et Addis Abeba sont en train de clôturer leurs décharges à ciel ouvert afin de construire des centres d'enfouissement techniques.

Tableau 5: Infrastructures publiques

	Addis Abeba	Antananarivo	Bogotá	HCMV
Infrastructure de collecte des déchets	1 930 bennes	460 bennes vers lesquelles les déchets sont acheminés par les pré-collecteurs, puis transportés par la SAMVA jusqu'à la décharge.	100% de la collecte se fait en porte à porte par les entreprises privées. 1 centre de séparation des déchets (<i>La Alquería</i>)	300 "points de rassemblement" le long des rues principales où les déchets sont ensuite chargés dans des camions; 39 stations de transfert (bâtiments en dur).
Flotte de véhicules	Administration municipale: 54 camions-conteneurs 25 camions 17 compacteurs	SAMVA: environ 10 camions	Pour le transport des déchets à la décharge: 700. Appartenant à des organisations de recycleurs: 3	200 camions-conteneurs (550 kg), 1000 véhicules de collecte et tricycles fabriqués à la main; plus de 2 500 poubelles à roulettes (660 litres)
Infrastructures d'élimination des déchets	Décharge à ciel ouvert de <i>Koshe</i> : 765 tonnes / jour Centre d'enfouissement en projet.	Décharge à ciel ouvert de <i>Andralanitra</i> : 665 tonnes par jour (déchets ménagers). Centre d'enfouissement en projet. Décharge à ciel ouvert d' <i>Andramiharana</i> pour les déchets industriels.	Centre d'enfouissement de <i>Doña Juana</i> : 6.300 tonnes / jour	Centre d'enfouissement de <i>Cat Go</i> : 2.000 tonnes / jour (fermé). Centres d'enfouissement de <i>Cu Chi</i> , de <i>Phuoc Hiep 1</i> et <i>1A</i> (fermés). Centre d'enfouissement de <i>Phuoc Hiep 2</i> : 2700 tonnes/ jour Quartier de <i>Binh Chanh</i> : Centre d'enfouissement de <i>Da Phuoc</i> 3000 tonnes / jour Centre d'enfouissement de <i>Dong Thanh</i> pour les déchets du BTP: 1000 tonnes / jour

Les stratégies de privatisation du service de la collecte des déchets

Formalisation des acteurs communautaires de la pré-collecte

A Antananarivo, Addis Abeba et HCMC, le service public se concentre sur le transport des déchets depuis les stations de transfert jusqu'aux décharges et effectue uniquement de la collecte porte-à-porte dans un nombre limité de quartiers ; en général le long des rues principales et au centre-ville. Pour les autres habitants, plus particulièrement ceux vivant dans les ruelles étroites du centre, où l'accès par les camions est impossible, ou dans les quartiers défavorisés, ce sont les acteurs populaires qui se chargent du ramassage de leurs ordures.

Antananarivo est un cas particulier car les pré-collecteurs de déchets ne travaillent pas sous la supervision des autorités locales mais sont rémunérés par des comités de quartier.

Par conséquent, les travailleurs « informels » des déchets le deviennent de moins en moins dans ces 4 villes. A HCMC, par exemple, poussés par les autorités locales, les pré-collecteurs (généralement organisés en petits groupes familiaux ou travailleurs indépendants) ont dû en 1998 s'organiser en « groupes d'entraide » (codifiés dans la législation vietnamienne) et plus tard, en 2007, en coopératives. Les autorités locales les obligent à renouveler leurs véhicules de collecte de déchets en arguant du fait qu'ils sont un danger public; les autorités locales cherchent à améliorer le paysage de leur ville et considèrent ces véhicules comme déplorables. Les véhicules de collecte auto-conçus et les tricycles sont en train d'être progressivement interdits. Même si l'application de la loi est parfois chaotique, les collecteurs de déchets privés sont désormais censés payer des taxes aux autorités locales. Compte tenu de tout cela, il serait plus approprié que le « I » de IWPAR (*Informal Waste Pickers and Recyclers* – Recycleurs et ramasseurs informels de déchets) signifie « Indépendant » au lieu d' « Informel ».

Privatisation du service de pré-collecte de déchets et disparition des acteurs communautaires

A Bogotà, 100% des ordures ménagères, même dans les banlieues, sont ramassées par de grandes entreprises privées qui ont signé des accords de service public avec l'administration municipale. Il n'existe plus de groupes de collecte de déchets publics depuis les années 1980.

Quelques organisations d'IWPAR ont essayé, en vain, de concurrencer les grandes entreprises privées lorsque l'administration municipale a lancé des appels d'offres relatifs à la collecte des déchets. En conséquence, ces organisations ont poursuivi l'administration municipale en justice et sont parvenus à obtenir de la Cour Constitutionnelle colombienne une décision obligeant la municipalité à intégrer les organisations d'IWPAR dans les politiques publiques.

Le défi est aujourd'hui de détourner les matériaux recyclables de la collecte de déchets formelle afin d'améliorer les revenus des recycleurs et d'augmenter la durée de vie du centre d'enfouissement.

Le circuit d'Addis Abeba : sous contrôle des autorités publiques

Les ménages connectés au réseau d'eau potable paient en moyenne 5% de la facture d'eau à l'administration municipale au titre de taxe sur les ordures ménagères.

L'administration municipale rémunère les associations de pré-collecteurs de déchets à un taux fixe de 13€ pour un container de 8m³ (ce ne sont pas des employés, ils travaillent sous des contrats de service d'une durée de 3 mois).

Les associations rémunèrent enfin leurs membres/travailleurs.

Schéma 1: Le système de pré-collecte de déchets d'Addis Abeba



Le circuit d'Antananarivo : contrôlé par la communauté

Les habitants concernés par le projet Enda Océan Indien (Enda OI) s'acquittent d'une redevance relative à la pré-collecte des déchets directement auprès des comités de pré-collecte.

Le comité paie un salaire aux pré-collecteurs (il s'agit en général de travail à temps partiel) et conserve une partie de l'argent pour leur frais de gestion.

Schéma 2: Le système communautaire de pré-collecte des déchets à Antananarivo



Le système à Antananarivo ne peut être considéré comme idéal dans la mesure où certains habitants ne paient pas leur redevance de collecte de déchets de façon régulière, ce qui a un impact sur les revenus mensuels des pré-collecteurs.

A Antananarivo, le système de collecte formel, effectué par l'entreprise publique SAMVA, est financé par deux sources :

- Une taxe d'assainissement incluse dans la facture d'eau payée à l'entreprise publique JIRAMA (Eau et Electricité malgache) ;
- Une taxe sur les ordures ménagères incluse dans les impôts du patrimoine et de l'immobilier.

Ces deux taxes sont ensuite gérées par la Communauté Urbaine d'Antananarivo et utilisées pour la collecte des déchets.

Le circuit d'HCMV : en partie contrôlé par les travailleurs, et en partie par les autorités publiques

Les habitants non couverts par le service public versent une redevance pour la collecte des déchets directement aux pré-collecteurs.

Les pré-collecteurs paient des frais d'adhésion et reversent une partie des taxes liées à la collecte aux syndicats et aux coopératives.

Les coopératives reversent une partie de cet argent au gouvernement au titre de « taxe » et conservent l'autre partie pour financer leurs frais de gestion.

Schéma 3 : Le système de pré-collecte à HCMV



Quant aux systèmes de recyclage, ils sont similaires à Addis Abeba, à HCMV et à Antananarivo, où les collecteurs de matériaux recyclables (MR) achètent des MR auprès des ménages en criant dans les rues à la recherche de bouteilles ou métal (raison pour laquelle ils sont surnommés les « *crieurs de bouteilles* » à Antananarivo, et « *Korales* » à Addis Abeba). Les récupérateurs qui ne peuvent se permettre d'acheter les MR auprès des ménages ramassent par conséquent tout ce qu'ils trouvent dans les rues pour les revendre ensuite à des intermédiaires.

Schéma 4: Le système de recyclage à Addis Abeba, Antananarivo et HCMV



A Bogotá, les recycleurs n'achètent pas de MR aux ménages ; cela ne serait pas rentable. Ils négocient avec les gardiens d'immeubles (résidences de 100 foyers par exemple) des quartiers cossus le droit d'entrer dans le local à ordures. 80% des gardiens laissent entrer gratuitement, 20% réclament un petit « tarif d'entrée », plus généralement une contrepartie financière mensuelle.

Les foyers aisés ne sont généralement pas intéressés par la vente de leurs déchets recyclables.

Le même système s'applique aux entreprises et industries cependant les gardiens ne laissent pas toujours entrer les recycleurs. S'ils ne sont pas autorisés à entrer, ils doivent arriver avant l'arrivée des camions du service public et s'ils se font attraper par la police, ils sont battus car il est interdit de travailler dans un lieu public au milieu d'ordures.

Malgré tout, les recycleurs préfèrent travailler avec les entreprises. Ils peuvent ensuite revendre les MR à l'une des *bodegas* (entrepôt de stockage des MR) à Bogotá ou aux intermédiaires, qui revendent ensuite aux industriels.

Schéma 5 : Le système de recyclage informel à Bogotá



Dans le nouveau système mis en place par Enda, la coopérative *Ecoallianza* achète des matériaux recyclables aux recycleurs et les vend directement aux industriels.

Tableau 6: Performance des secteurs populaire et formel de la collecte de déchets

	Addis Abeba	Antananarivo	Bogotá	HCMC
Collecte de déchets en mélange par les IWPAR	100% (en provenance des ménages)	n.d.	0%	4 900 tonnes soit 60%
Collecte de déchets en mélange par le secteur privé formel ou secteur public par jour	65% des déchets solides produits à AA sont collectés, 5% sont recyclés et 5% sont compostés. Les 25% restant sont jetés dans des sites à ciel ouvert, des canaux de drainage, des cours d'eaux et dans les rues.	n.d.	6 300 tonnes de déchets mélangés (89,3% du total de déchets collectés)	40% est collecté par CITENCO (entreprise chargée du traitement des déchets à HCMV)
Collecte des MR par les IWPAR	95%	n.d.	1 200 tonnes (16%)	90%
Collecte des MR par le secteur privé formel ou public par jour	5%	0%	10 tonnes (0.1%)	10% (les hôtels 4 étoiles et supermarchés qui ont la norme ISO trient leurs déchets)

Les secteurs privé et public formels ont historiquement laissé les activités de recyclage aux acteurs populaires pour se concentrer sur la collecte formelle et la gestion des décharges. Les MR en provenance des ménages ou de la rue et ayant une valeur commerciale directe sont en grande partie triés. A Addis Abeba, HCMV et Bogotá, la collecte de RM est relativement structurée, avec des réseaux de revendeurs et d'intermédiaires dans toute la ville.

Tableau 7 : Echelons administratifs et responsabilités dans le secteur des déchets

	Addis Abeba	Antananarivo	Bogotá	HCMV
Niveau 3	Ville : l'agence de nettoyage des déchets veille au respect des règlements municipaux relatifs aux déchets	Ville : gère le SAMVA (entreprise publique de collecte et de transport des déchets)	Ville : le service UAESP gère les appels d'offre, signe les contrats de délégation de service pour la collecte des déchets, gère le plan de gestion des déchets et le plan d'inclusion sociale	Ville : a mis en place un fonds de recyclage à HCMV DONRE : gère CITENCO (entreprise publique de collecte et de transport), le plan de gestion des déchets et le plan d'inclusion sociale
Niveau 2	Arrondissement : contrôle et organise les activités de traitement des déchets. Supervise et coordonne les activités des <i>woredas</i>	Arrondissement : son service technique suit la propreté des <i>fokontany</i> et soutient les demandes de <i>fokontany</i> au SAMVA (par exemple pour accélérer le ramassage des ordures)	Localité : met en place les décisions de l'UAESP	District : le Comité Populaire du district gère 22 agences de collecte et de transport de déchets. Le Bureau des Syndicats gère les syndicats de travailleurs des déchets.
Niveau 1	Woreda : signe les accords de délégation de service avec les	Fokontany : niveau d'intervention des comités communautaires de pré-collecte	Barrio (quartier) : met en place les décisions de l'UAESP	Ward : Le Comité Populaire du <i>ward</i> supervise les groupes de

	Addis Abeba	Antananarivo	Bogotá	HCMV
	associations de pré-collecteurs			collecteurs privés.

Tableau 8 : Acteurs privés de la GDS

	Addis Abeba	Antananarivo	Bogotá	HCMV
Collecte	6 entreprises privées (déchets des administrations) 560 associations de pré-collecteurs	PLAFFCO, l'association des comités de pré-collecte communautaires	Des douzaines de prestataires de service colombiens et multinationaux (collecte, gestion des décharges)	3 à 5 entreprises (déchets des entreprises et résidences des quartiers riches) 14 coopératives de pré-collecte, 1 de transport Des milliers de groupes de pré-collecteurs plus ou moins formels.
Recyclage	Il existe des collecteurs de MR (les <i>Korales</i>) ; des intermédiaires, revendeurs et recycleurs traditionnels au <i>Merkato</i> (grand marché situé au centre-ville).	n.d.	ARB, le réseau des associations de recycleurs. 38 organisations de recycleurs	Des centaines d'unités de recyclage des déchets plus ou moins formelles.

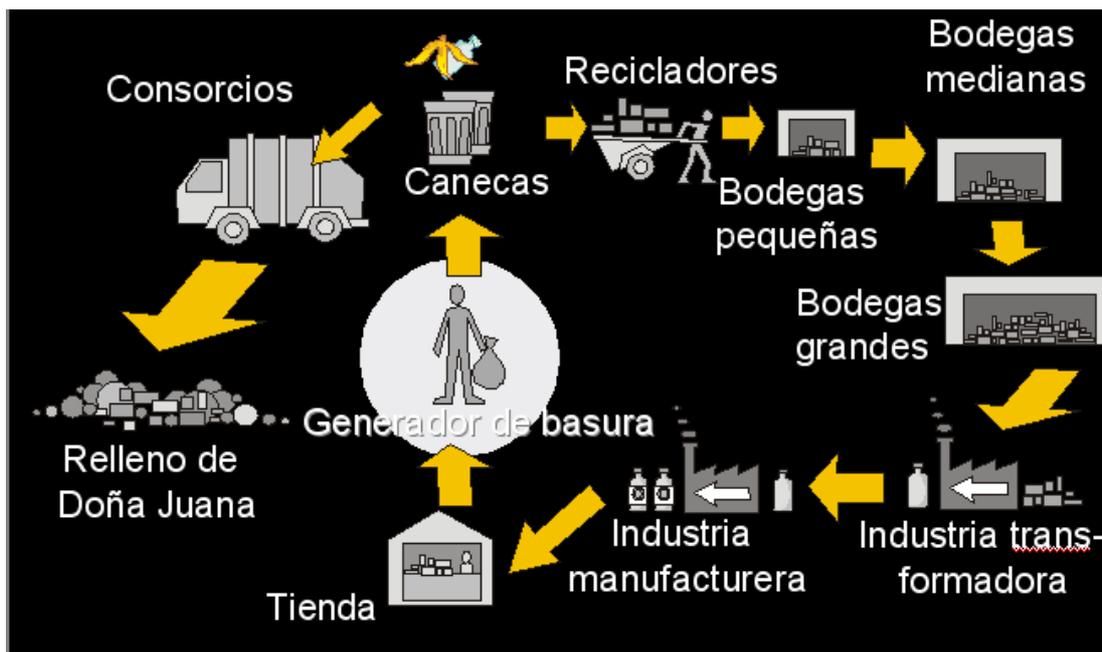
A Bogotá, privatisation totale mais toujours une intervention partielle des IWPAR dans le système formel

Pendant des dizaines d'années, la politique publique de la ville de Bogotá sur la GDS a reflété une tendance au désengagement de l'Etat et au transfert de ses fonctions vers le secteur privé, dans l'esprit d'une gouvernance qui donne la priorité à des solutions vues comme efficaces, aux dépens d'alternatives créant des emplois et de l'inclusion sociale. Ces choix du service public ont été déterminés par trois facteurs : la crise économique et des services de santé, la pression du secteur privé, et la pression des organisations de recycleurs populaires.

Une entreprise publique fut créée en 1955 « l'entreprise des services publics du district » (EDIS) et opérationnelle de 1955 à 1988, période marquée par l'interdiction du recyclage populaire qui a mené à la « guerre des matériaux recyclables », c'est à dire une concurrence entre employés du service public et recycleurs. Dans les années 1980, à la suite de la fermeture de la décharge à ciel ouvert, les programmes publics soutenant le recyclage ont créé les premières coopératives et en 1990, l'Association des Recycleurs de Bogota (ARB), avec le soutien de la *Fundación Social* (agence publique). La faible qualité du service public, combinée à la fermeture de la décharge à ciel ouvert, a conduit à augmenter de façon considérable le nombre de personnes évoluant le long des voies publiques à la recherche de déchets recyclables. La délégation de service public au secteur privé a été établie entre 1989 et 1994, son but étant de minimiser le volume de déchets mis en décharge, et de réduire le volume d'ordures dans les rues de Bogota tout en optimisant les coûts de collecte et de traitement à la tonne.

Les recycleurs sont parvenus à un certain degré de reconnaissance officielle en 2002 grâce à un décret présidentiel mais en 2003, un appel d'offre public fut lancé, excluant à nouveau les recycleurs populaires. L'ARB attaqua la municipalité en justice et gagna le procès mais sans application immédiate de la décision. En 2006, l'UAESP a publié un document sur le traitement des déchets solides, qui sera utilisé comme outil de planification jusque 2019. Il inclut une politique de « discrimination positive » envers les recycleurs à travers la rémunération de 1 000 IWPAR en 2010 et l'ouverture de 10 centres de tri de matériaux recyclables en 2012. Cependant, jusqu'à présent, la mise en place de ces centres n'a pas été satisfaisante puisque « *la Alquería* » gérée par une organisation de recycleurs populaires reste l'unique centre de tri public qui fonctionne actuellement.

Schéma 6: Le système actuel de gestion des déchets à Bogota



Depuis deux ans, Bogota s'efforce de promouvoir le tri des déchets à la source par les ménages. Actuellement, 640 000 familles parmi les 8 millions d'habitants de la capitale trient leurs déchets et seulement 10 tonnes par jour sont réellement recyclées. A noter que le circuit des MR n'est pas présenté dans ce rapport.

Les recycleurs interrogés pour l'étude à Bogota ont indiqué vivre de la vente des MR qu'ils collectent. 42% doivent vendre les MR quotidiennement alors que 53% les vendent une fois par semaine, ayant accès à un entrepôt de stockage. 87% les vendent à un intermédiaire, 3% à d'autres recycleurs et seulement 10% directement à un magasin de MR.

A Antananarivo : gestion publique faible, mais de nombreuses initiatives communautaires

La Communauté Urbaine d'Antananarivo délègue une part importante de ses responsabilités en matière d'assainissement, notamment la collecte, le transport et le stockage des déchets dans la décharge municipale d'Andralanitra à une compagnie publique, le SAMVA (service de maintenance autonome de la ville d'Antananarivo).

Les habitants déposent leurs déchets dans des bennes municipales, qui sont ensuite vidées par des camions et transportées par la SAMVA à la décharge. La SAMVA est responsable d'environ 460 bennes localisées à travers la ville mais malgré ses efforts, la collecte des déchets de ces bennes à ordures n'est pas entièrement garantie.

Parmi les 250 000 tonnes de déchets municipaux produits chaque année à Antananarivo, seulement 37% sont collectés, en centre ville.

Depuis 2004, Enda Océan Indien est un acteur majeur dans l'organisation de systèmes de pré-collecte des déchets ménagers, opérationnels dans 56 *fokontany*. Ceci procure des revenus à 560 personnes (pré-collecteurs et gestionnaires au sein des comités de pré-collecte) et un service de qualité à plus de 300 000 habitants. Ces comités sont payés directement par les ménages (cotisations). Il existe une association appelée PLAFFCO qui rassemble les comités de pré-collecte des déchets au niveau de la ville.

De plus, beaucoup d'habitants trient les biens réutilisables et les MR pour les revendre, pour leur consommation directe ou pour le recyclage.

A Addis Abeba : pré-collecte par des acteurs populaires mais rémunération par les autorités locales

La gestion des déchets d'Addis Abeba est marquée chronologiquement par une série de tentatives institutionnelles et d'échecs qui laissent beaucoup de questions sans réponse. Depuis 2008, le nouvel organisme responsable du secteur est l'Agence de gestion de la propreté au niveau des *Woredas* (« district » en amharic). Auparavant, les autorités, notamment le ministère de l'hygiène et de la santé, mais aussi le secteur privé, avaient échoué à gérer les déchets solides de la ville. Cette Agence compose avec

des budgets serrés, un manque de personnel qualifié et un manque d'expérience dans la gestion des déchets.

La collecte des déchets solides à Addis Abeba est subdivisée en deux sous-systèmes :

- La collecte primaire, ou pré-collecte, est faite par des micro et petites entreprises rémunérées au volume. La majorité gère des zones résidentielles de moyens et hauts revenus en porte à porte.
- La collecte secondaire consiste à transporter les déchets des 1930 bennes municipales vers la décharge. Ceci est généralement pris en charge par la municipalité. Actuellement dans la ville, il y a une décharge à ciel ouvert connue sous le nom de « *Rappi* » ou « *Koshe* ».

Les 6000 pré collecteurs individuels et les 3400 *korales* font partie du système de gestion des déchets solides et créent un lien entre les ménages et les entreprises publiques. Les pré-collecteurs font souvent partie d'une association à base communautaire. Les associations ont ainsi des liens directs avec les *woredas* qui représentent la municipalité.

Cette chaîne se reflète aussi bien dans la collecte des déchets que dans le mécanisme de paiement :

- Le système de paiement suit un cycle inverse. Encore récemment, la collecte des cotisations des ménages se faisait par la ville, mais elle est désormais transféré à l'administration des *woredas*. Les *woredas* s'occupent également du paiement aux associations ou aux pré collecteurs indépendants. Les pré collecteurs sont ainsi payés à la tonne ou au m3 collectés et ne perçoivent plus de cotisations de la part des ménages. La collecte et le paiement ne concernent pas les *korales*, qui vivent de la revente des RM à des intermédiaires.
- Les *woredas* signent des accords de 3 mois avec les associations et les micro-entreprises. Ces accords sont précaires et n'offrent aucune protection sociale : seuls 6% des pré-collecteurs sont en mesure d'obtenir un congé maternité ou un congé maladie.
- Chaque association possède un conteneur dont le contenu est collecté par la municipalité. La ville rémunère l'association à hauteur de 10,32 € par conteneur. L'argent est ensuite réparti entre les membres de l'association.

A Ho Chi Minh Ville : pré-collecte par des acteurs populaires

HCMV est composée de 24 districts. L'entreprise CITENCO de HCMV, sous l'autorité du ministère de l'environnement et des ressources naturelles est chargée du transport des déchets depuis les points de regroupement et les stations de transferts implantés au sein des districts, vers des sites d'enfouissement.

Depuis de nombreuses années, les ménages ont dû organiser la collecte de leurs déchets par eux-mêmes ce qui a conduit à la création de milliers de routes et d'acteurs de collecte de déchets.

Les autorités de HCMV tentent d'organiser les collecteurs privés de déchets depuis 1998 (décision 5424/1998/QD-UB-QLDT) dans un premier temps en "groupes de collecte de déchets" puis en coopératives depuis 2007. L'objectif est de mettre les collecteurs privés de déchets sous le contrôle des autorités et de les amener à payer une taxe.

Encadré 1 : Législation sur la collecte des déchets à Ho Chi Minh Ville

Dans la correspondance officielle du Comité Populaire de la ville n°4075/UBQLDT du 22 novembre 1996 sur les méthodes de collecte des déchets et leur transport dans la ville, il est stipulé que les cotisations des ménages doivent être gérés par le Comité Populaire local. Il est aussi stipulé que 90% des cotisations des ménages reviennent aux pré-collecteurs, et 10% sont conservés au titre de frais de gestion.

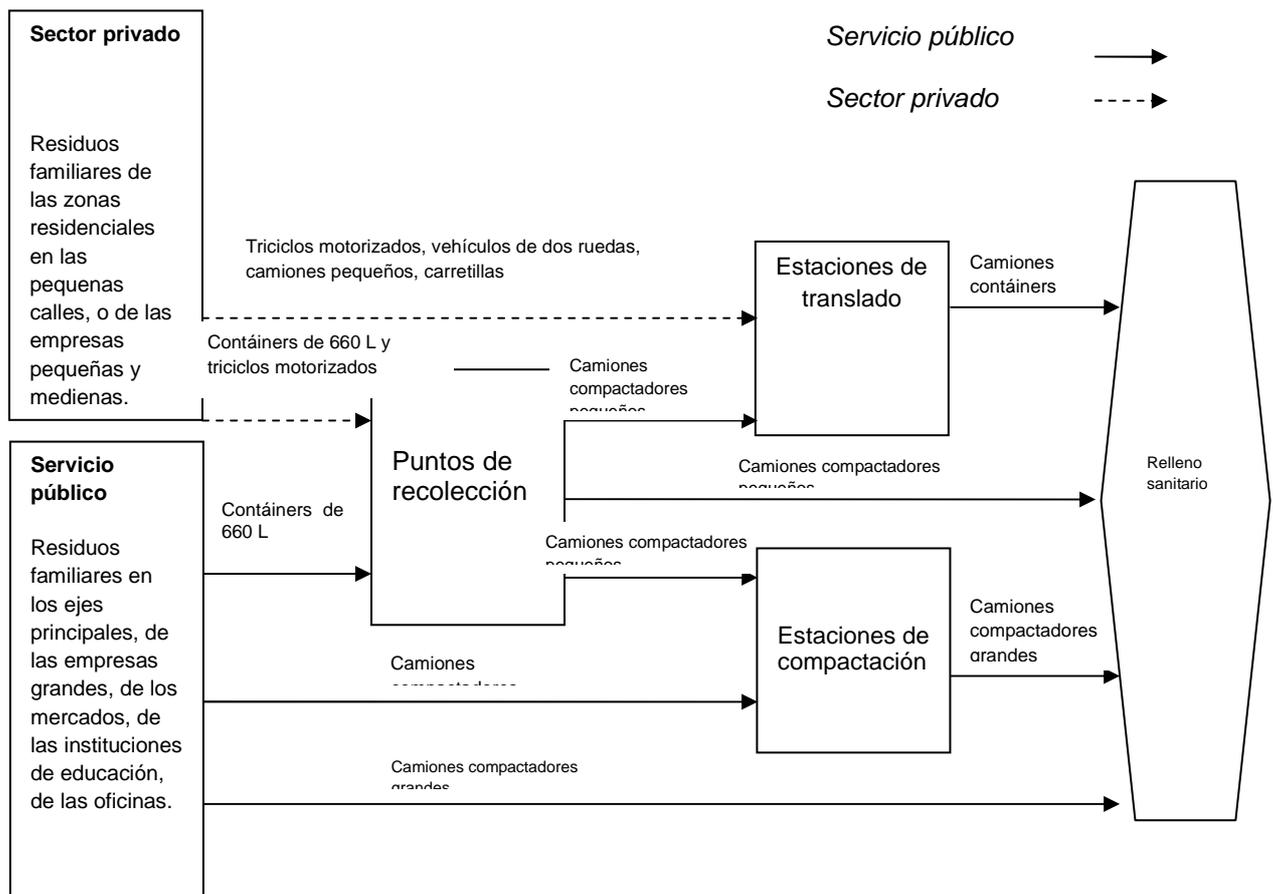
La décision 5424/QD-UB-QLDT du 15 octobre 1998 oblige les pré-collecteurs à appartenir à une organisation gérée directement par le Comité Populaire local, et indique comment doivent être organisés et comment doivent fonctionner ces groupes. L'orientation 24/HD-GT-PC du 31 mars 1999 du ministère des transports, des travaux et du génie civil met en œuvre ce règlement.

Le décret gouvernemental n°32 interdit l'utilisation de tricycles motorisés auto-conçus depuis 2008. HCMV met en œuvre ce décret sur 67 circuits de pré-collecte depuis le 1er janvier 2010.

La décision n° 88/2008/QĐ-UBND du 20 décembre 2008 du Comité Populaire de HCMV régleme le recouvrement des cotisations pour l'assainissement et la protection de l'environnement.

Il existe environ 1500 circuits de collecte des déchets dans les 7 districts étudiés.

Schéma 7 : La gestion des déchets à HCMV



III. Les conditions de travail et de vie des IWPAR

A. De quel travail parle-t-on?

Les IWPAR : des métiers et des noms variés

Les IWPAR sont nommés différemment selon le contexte local. Certains sont des noms techniques correspondant précisément à leur statut dans le système de gestion des déchets (exemple : les pré-collecteurs), d'autres se sont eux-mêmes donné des noms dont ils sont fiers (exemple : les recycleurs de Bogota, même si techniquement ils sont des "collecteurs de matières recyclables").

Tableau 9 : Comment appelle-t-on les IWPAR dans chaque pays?

	Addis Ababa	Antananarivo	Bogota	HCMV
Pré-collecteurs : collectent les déchets là où le service public n'est pas présent	Pré-collecteurs	Les <i>collecteurs</i> collectent les déchets des ménages sous la supervision des comités communautaires qui ont été mis en place avec le soutien d'Enda.	Cette catégorie d'IWPAR n'existe plus à Bogota.	4 catégories : - les membres des coopératives, - les travailleurs indépendants supervisés par le Comité Populaire. - les travailleurs indépendants qui ne sont impliqués dans aucune organisation, ni supervisés par le Comité Populaire - les propriétaires de circuits de collecte <i>Đầu nậu</i> " (avec parfois plus de 300 ménages couverts, des employés...)
Les recycleurs (négociants) : collectent des matières recyclables auprès des ménages, des institutions ou des industries.	<i>Korales</i>	<i>Crieurs de bouteilles</i>	<i>Recicladores de oficio</i> (recycleurs de métier)	Les « <i>Ve chai</i> » qui achètent les MR dans les zones résidentielles et les revendent. Ils ne sont sous l'autorité d'aucune organisation.
Les recycleurs (intermédiaires) : achètent et vendent les MR à l'industrie	Travaillent sur le marché de <i>Minalesh Tera</i> .	n.d.	Intermédiaires ou <i>bodegeros</i> (propriétaires de magasins de MR).	Propriétaires de magasins de MR
Les recycleurs (récupérateurs de rue) : récupèrent des MR dans les rues	<i>Chari</i>	2 types de " <i>pikiritak</i> " : - propriétaires de bennes à ordures, qui y vivent, - récupérateurs itinérants, qui vont de bennes en bennes.	<i>Recicladores de rebusque</i> (recycleurs occasionnels)	" <i>moc boc</i> " – littéralement "des ramasseurs de sacs"
Les recycleurs (récupérateurs sur les décharges) : récupèrent des matériaux recyclables dans les décharges	Sur la décharge de <i>Koshe</i> .	Sur les 2 décharges.	N'existent plus.	N'existent plus.

Tableau 10 : Groupes cibles du projet

		TOTAL	Addis Ababa	Antananarivo	Bogota	HCMV
Nombre total de personnes dans la ville	Pré-collecteurs	> 10 000	6 000	152	0	4,000
	Collecteurs de RM (négociants)	> 15 000	3 400 korales	n.d. (Crieurs de bouteilles)	11 740 recicladores	n.d. (Ve chai)
	Récupérateurs (de rue)	> 1 000	n.d.	1,000 Mpikiritaka	n.d.	n.d. (Moc boc)
	Récupérateurs (décharge)	> 16 000	660 Chari	15,750	0	0
	Recycleurs et réutilisateurs (semi-industriels)	> 20 000	240 à Minalesh Tera	n.d.	n.d.	Des milliers de petites unités de recyclage.
	TOTAL	> 78 000	> 10 000	> 17 000	> 11 000	> 30 000
Groupes cibles du projet	Pré-collecteurs	1 585	685 (596 pour le moment)	200	0	700
	Collecteurs de RM (négociants)	240	40	0	200	0
	Récupérateurs (de rue)	100	0	100	0	0
	Récupérateurs (décharge)	0	0	0	0	0
	Recycleurs	25	25	0	0	0
	TOTAL	1 950	750	300	200	700
Personnes interrogées ou incluses dans les focus groups dans le cadre de l'étude	Pré-collecteurs	542	214	82	0	246
	Collecteurs de RM (négociants)	92	0	0	38	54
	Récupérateurs (de rue)	99	0	99	0	0
	Récupérateurs (décharge)	0	0	0	0	0
	Recycleurs	0	0	0	0	0
	TOTAL	733	214	181	38	300

IWPAR organisés, IWPAR indépendants

Se puede clasificar a los IWPAR en 2 categorías :

- los **trabajadores organizados** « que forman parte de alguna organización formal y legalmente constituida, por ejemplo cooperativas, asociaciones, mutuales y demás »²,

² Silvestre Angela, Antolinez Alexander, Parra Federico. *Ojo al Plan Maestro. Una mirada critica al Plan Maestro para el Manejo Integral de los Residuos*. Enda América Latina. 2004

- **los trabajadores independientes** « *que no son miembros de alguna organización formal* ». No se les puede llamar “no organizados”; de hecho prefieren la denominación de “independientes”, recalcando la libertad de su condición en contraposición a los condicionamientos que supone formar parte de una organización.

D'une manière générale, la plupart des IWPAR sont indépendants mais ils s'organisent de plus en plus, sous la pression des autorités locales (obligation ou condition pour signer des contrats et avoir accès à des rémunérations pour leurs services) ou des ONG.

Dans l'échantillon de l'étude, il y a une certaine sur-représentation des IWPAR organisés car ils sont plus faciles d'accès. Ainsi, Enda Colombie a choisi de n'interroger que les membres d'organisations, mais il faut savoir que même à Bogotà où les IWPAR sont très bien structurés (plusieurs associations/coopératives, un réseau au niveau municipal, un au niveau national en plus de leur participation à plusieurs réseaux internationaux), 82% des 11 740 IWPAR identifiés à Bogotà restent des travailleurs indépendants.

Enda Vietnam a également identifié un autre type d'IWPAR, à savoir des personnes disposant d'un capital suffisant pour acheter ou échanger des circuits de collecte à grande échelle (plus de 300 ménages) et employer des travailleurs, sans protection sociale toutefois. Ceci est une activité illégale au Vietnam.

Tableau 11: Niveau d'organisation actuel des IWPAR interrogés

	Addis Abeba	Antananarivo	Bogota	HCMV
Pré-collecteurs	100%	100% (comités informels)	Cette catégorie de travailleurs n'existe plus.	54% appartiennent à un syndicat et/ou une coopérative
Collecteurs de RM / récupérateurs	0%	0%	100%	0%

A HCMV, 59% des pré-collecteurs indépendants sont des migrants. La majorité des travailleurs indépendants ont un faible niveau d'éducation (niveau secondaire, voire moins). La proportion d'illettrés est plus importante au sein des travailleurs indépendants qu'au sein des travailleurs organisés.

B- Le profil-type des IWPAR

Le profil-type du travailleur des déchets interrogé dans le cadre de l'étude dans les 4 pays est une femme âgée de moins de 40 ans, avec des enfants, qui n'a pas eu accès à l'éducation, ou alors qui a seulement été à l'école primaire.

Un travail de femmes

A HCMV et à Antananarivo, les récupérateurs de rue et les collecteurs de RM sont principalement des femmes (76% et 57% respectivement) alors que les pré-collecteurs sont le plus souvent des hommes. L'explication donnée pour Antananarivo est que la pré-collecte est un travail très physique.

A Addis Abeba, les pré-collecteurs sont surtout des femmes, alors que les hommes sont davantage représentés au sein des collecteurs de RM. Les récupérateurs sont essentiellement des femmes et des enfants.

A Bogotà, 67% des personnes interrogées sont des femmes mais cela n'est pas représentatif car à peine 31% des 11 000 IWPAR de Bogotà sont des femmes. Ceci est peut être dû au fait que les femmes semblent trouver plus sécurisant de travailler dans une organisation que seules dans

les rues. Dans la plupart des organisations membres de l'ARB, les dirigeants sont des hommes, mais il y a également des dirigeantes dans les mouvements sociaux de recycleurs et dans les réseaux.

Tableau 12: Profil de genre des IWPAR

	Addis Abeba	Antananarivo	Bogotá	HCMV
Nombre total de personnes interrogées	70% femmes 30% hommes	48 % femmes 52 % hommes	67 % femmes 33 % hommes	60 % femmes 40 % hommes
Pré-collecteurs	70 % femmes 30 % hommes	40% femmes 60% hommes	---	46% femmes 54% hommes
Collecteurs de RM	(principalement des hommes)	---	67 % femmes 33 % hommes	---
Récupérateurs	(principalement des femmes et des enfants)	57% femmes 43% hommes	---	76% femmes 24% hommes

Un travail de jeunes adultes

A Addis Abeba, à Bogotá et à HCMV, près de 2/3 des IWPAR enquêtés sont des jeunes adultes âgés de 18 à 40 ans. Antananarivo fait ici exception avec une moyenne d'âge plus élevée aussi bien pour les pré-collecteurs que pour les récupérateurs de rue.

Les jeunes adultes ont la particularité d'être en bonne forme physique, d'être en âge de procréer et d'être décisionnaires au sein de leurs familles. La collecte et le tri des déchets sont des activités qui requièrent des efforts et une résistance physiques importants.

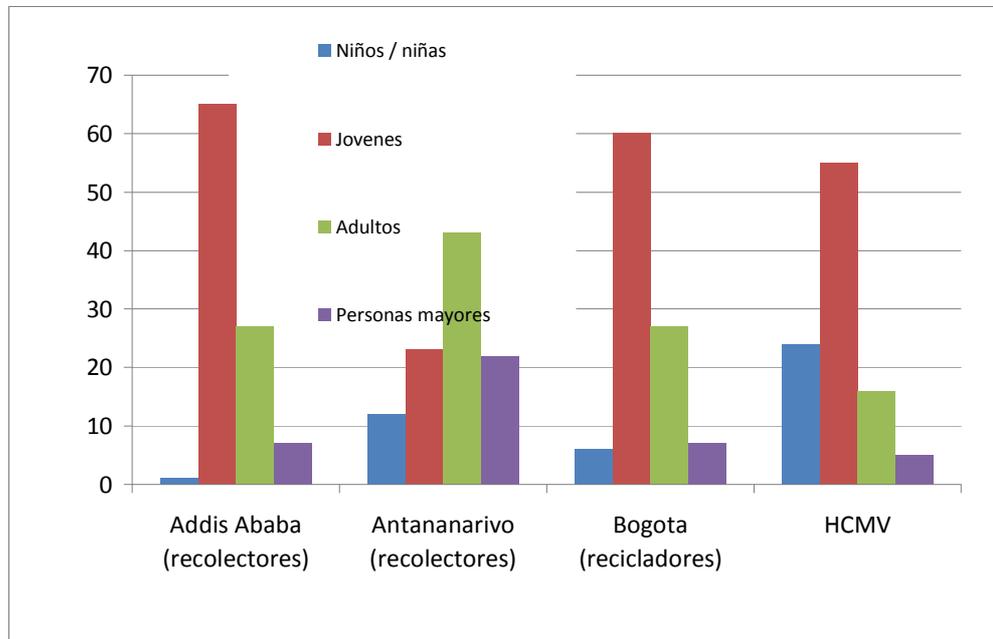
Toutefois, près d'un tiers des IWPAR ont entre 36 et 53 ans, ce qui signifie que d'ici quelques années, leur retraite et leurs moyens de subsistance dans des conditions dignes sera un sujet de préoccupation. A Bogotá, cette catégorie de personnes a évoqué un sentiment d'affaiblissement qui restreint leur possibilités d'améliorer, ou ne serait-ce que de maintenir leurs revenus. Les plus âgés ont indiqué qu'ils continuent à travailler car ils veulent laisser un héritage aux membres les plus jeunes de leur famille. Les plus jeunes ont exprimé leur souhait de faire des études et d'améliorer leurs revenus.

A Antananarivo, l'enquête a révélé la persistance du travail des enfants au sein des récupérateurs de rue (3% des enquêtés étaient âgés de moins de 12 ans). Les visites de terrain ont montré que le tri des déchets est une activité familiale qui met les enfants à contribution. 39% des enfants de récupérateurs ne vont pas à l'école.

A Bogotá et à HCMV, aucun enfant n'a fait partie de l'échantillon enquêté, mais les observations sur le terrain montrent que le travail des enfants existe notamment au sein des IWPAR indépendants et dans certaines organisations.

A Addis Abeba, il n'y a pas de travail des enfants dans le milieu des pré-collecteurs, des collecteurs de RM et des recycleurs, mais les observations de terrain révèlent un nombre important d'enfants travaillant comme récupérateurs dans la rue. Une étude menée par Enda Ethiopie sur la décharge de *Koshe* comptabilise 96 enfants qui y travaillent actuellement.

Graphique 2: Age des IWPAR



Afin de faciliter la comparaison, les mêmes catégories ont été utilisées, mais les tranches d'âges diffèrent légèrement d'un pays à l'autre :

- A Addis et à Antananarivo, les personnes de plus de 50 ans sont considérées comme "personnes âgées" alors que le seuil est de 54 ans à Bogotá et de 60 ans à HCMV ;
- A Addis et à Antananarivo, les 36 - 49 ans sont considérées comme des "adultes", tandis qu'à Bogotá, il s'agit de personnes entre 36 et 53 ans et à HCMV, de personnes entre 45 et 59 ans;
- A Addis, les "jeunes adultes" ont entre 19 et 35 ans, à Antananarivo entre 25 et 36 ans, à Bogotá entre 18 et 25 ans et à HCMV entre 30 et 40 ans;
- A Addis, sont considérées comme "enfants" les personnes de moins de 19 ans, à Antananarivo dans le cas des pré-collecteurs les personnes de moins de 25 ans et dans le cas des récupérateurs de moins de 12 ans, à Bogotá les 18 - 25 ans et enfin à HCMV les personnes 15 - 25 ans.

Le gagne-pain des familles

La grande majorité des IWPAR sont en couple et ont 3 enfants en moyenne, mais la plupart ne sont pas mariés officiellement (union libre).

A Bogotá, 68% des recycleurs interrogés vivent avec un/e partenaire et 90% avec leurs enfants, ce qui indique que 22% sont des mères ou pères célibataires.

Tableau 13: Statut marital des IWPAR

	Addis Ababa	Antananarivo	Bogotá	HCMV
Pré-collecteurs	45% mariés 21% divorcés 17% veufs/veuves 17% célibataires	83% en couple (1/3 mariés, 2/3 en union libre) 7% célibataires 10% mères seules (divorcées, séparées, veuves ou célibataires)	n.d.	87 % mariés
Collecteurs de RM/ récupérateurs	n.d.	51% en couple (8% mariés, 43% en union libre) 26% célibataires 23% veufs/veuves	58% en union libre 21% célibataires 16% mariés 3% divorcés ou séparés 2% veufs/veuves	

A Antananarivo, les pré-collecteurs ont 4 à 5 enfants en moyenne. 56% des récupérateurs de rue ont 1 à 3 enfants. 20% des ménages de récupérateurs de rue hébergent 6 à 9 personnes (qui peuvent être divers membres de la famille élargie...).

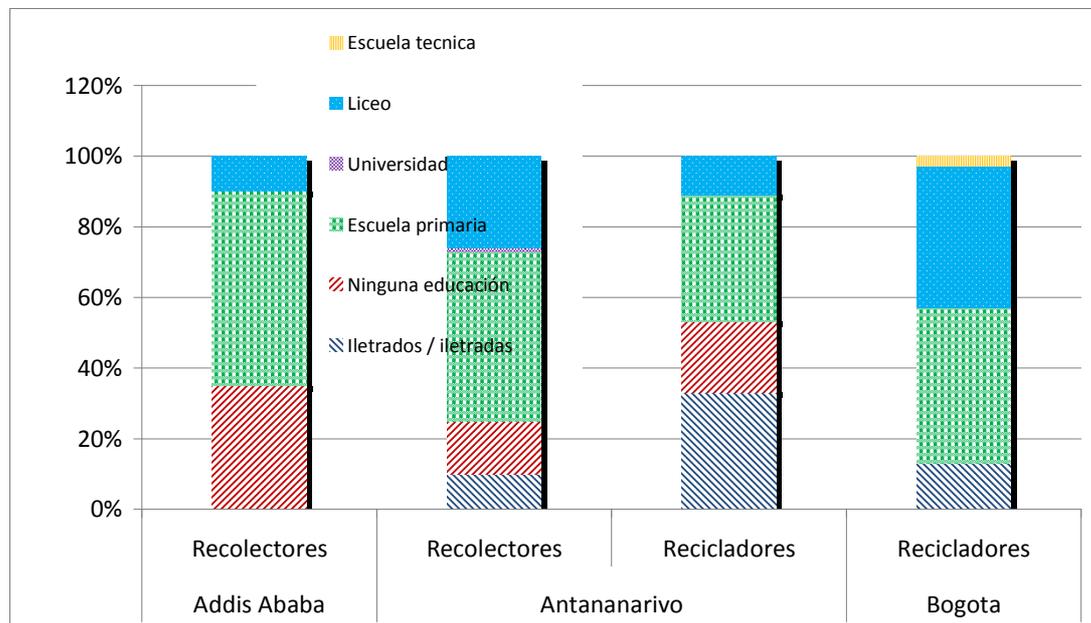
A Bogotá, les recycleurs interrogés ont en moyenne 3 enfants (minimum 1, maximum 12), dont une grande partie sont issus de partenaires différents. Une autre étude, réalisée en 2003 par l'UAESP (mairie de Bogotá) et DANE indiquait que chaque recycleur a en moyenne 5 enfants.

A Addis Abeba, 86% des mères célibataires ont en moyenne 3 enfants à charge.

Un faible niveau d'éducation

L'étude a permis d'identifier des IWPAR qui n'ont jamais été à l'école, mais uniquement dans les villes d'Addis Abeba et de Antananarivo (respectivement 35% des IWPAR à AA, 20% des récupérateurs de rue et 15% des pré-collecteurs à Antananarivo). Toutefois, à HCMV et à Bogotá, on note un pourcentage assez élevé d'illettrés parmi ceux qui ont été à l'école primaire (13% dans les deux villes), principalement des personnes âgées à Bogotá.

Graphique 3 : Niveau d'éducation des IWPAR



A Antananarivo, 31% des IWPAR ont une formation en maçonnerie, en charpenterie ou en broderie.

A Bogotá, 13% des IWPAR ne savent ni lire, ni écrire, ni faire un calcul (somme, multiplication, soustraction, division). Il s'agit surtout de personnes âgées. 97% des recycleurs interrogés ont indiqués qu'ils avaient suivi une formation en gestion des déchets (déchets solides, dangereux, organiques), et ce à travers l'Ecole de Gestion Communautaire de l'Environnement créée par Enda Colombie. 30% ont assisté à des cours du centre de formation national SENA sur les techniques de recyclage, au sein du centre de tri *La Alquería* ou dans des universités.

Une transmission au sein de la famille

A HCMV, 43% des personnes enquêtées sont issues d'une famille de récupérateurs ou de pré-collecteurs (le circuit de collecte est alors transmis d'une génération à l'autre) et indiquent que les circuits de collecte sont agrandis par le biais de mariages.

A Bogotá, la plupart des membres de l'association de recycleurs *Pedro Leon Trabucci* sont des recycleurs de 2ème ou de 3ème génération. Cette situation ne semble pas être représentative, car cela n'est pas le cas dans les autres associations de recycleurs membre d'ARB, le réseau des recycleurs de Bogotá (*El Triunfo, La Carbonera...*). De plus, la majorité des personnes interrogées ont indiqué qu'elles ne souhaitent pas que leurs enfants deviennent à leur tour des travailleurs des déchets.

A Addis et à Antananarivo, la pré-collecte organisée est une activité plus récente, ce qui explique qu'il n'y ait pas de "générations" de pré-collecteurs.

A Addis, des études précédentes menées par Enda montrent qu'il existe des familles de recycleurs de pneus et de métaux.

Un travail pour des migrants?

A HCMV, on note une forte prédominance de migrants internes (des provinces rurales) parmi les IWPAR les plus marginalisés: environ 50% des pré-collecteurs interrogés et 93% des collecteurs de RM ainsi que des *ve chai* sont des migrants originaires d'autres provinces où ils travaillaient déjà dans la collecte des déchets (dont 43% des provinces du Sud du Vietnam).

A Antananarivo, la situation est différente dans la mesure où 34% des récupérateurs de rue sont nés dans la capitale. Seuls 8% d'entre eux sont originaires d'autres régions. 90% d'entre eux vivent dans la CUA (42% dans le même *fokontany* où se trouve la benne à ordures et 48% dans un quartier voisin), 10% vivent en périphérie et font de longs trajets quotidiens pour aller travailler. Certains récupérateurs de rue ont un simple abri en centre ville et une maison principale en périphérie.

C- Les conditions de vie des IWPAR

A Antananarivo, la plupart des maisons n'ont qu'une seule pièce (la superficie moyenne est de 8 à 10 m²). Les ménages de pré-collecteurs hébergent en moyenne 5 à 6 personnes. 56% des récupérateurs vivent avec 3 à 5 personnes (ce qui est proche de la moyenne urbaine de 5,4 personnes par ménage). Les logements sont mal ventilés, inondés pendant la saison des pluies et peu meublés (un lit, une table, des chaises et des matelas). La plupart n'ont pas de cuisine. Plus de la moitié des collecteurs et des récupérateurs n'ont pas de WC (45% utilisent les WC publics). Les autres ont des latrines traditionnelles à fond perdu. 71% des ménages n'ont pas accès à l'électricité et utilisent des lampes à kérosène et des bougies. La plupart des ménages s'approvisionnent en eau potable aux bornes fontaines.

Photo 1 :Logements d'IWPAR à Antanarivo



Seulement 54% des pré-collecteurs à Antananarivo vivent dans des maisons en brique. Les autres vivent dans des habitations de fortune.



Le logement le plus fréquemment observé chez les récupérateurs de rue est une sorte de tente installée à proximité d'une benne à ordures. Seulement 34% d'entre eux vivent dans des maisons en brique.

Photo 2 : Logements d'IWPAR à Addis Ababa



Il existe des pré-collecteurs sans domicile fixe qui vivent dans la rue, dans les quartiers proches de l'endroit où ils entreposent leur chariot. Beaucoup d'entre eux ne parviennent plus à briser le cercle de la précarité même s'ils travaillent et qu'ils ont un revenu. Par ailleurs, l'absence de papiers d'identité fait partie des contraintes qui les empêchent d'être locataires d'un logement. Les autorités des *woredas* tentent de remédier à cette situation.

Photo 3 : Logements d'IWPAR à HCMV



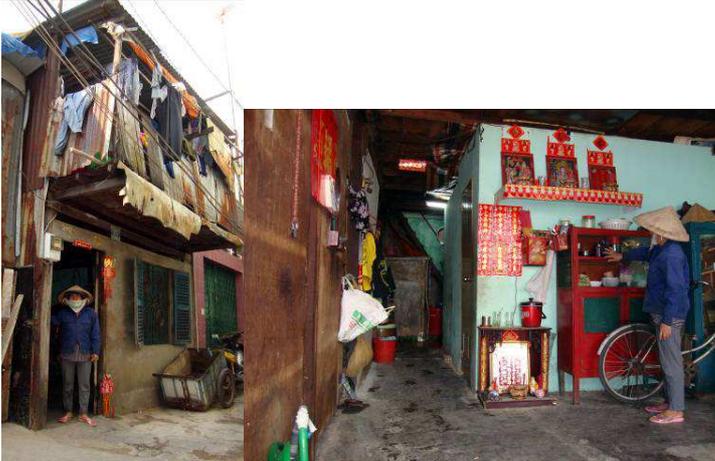
Une maison à deux étages dans le District 11, HCMV



Une maison au rez de chaussée en ciment et avec en étage en bois, dans le District 11, HCMV



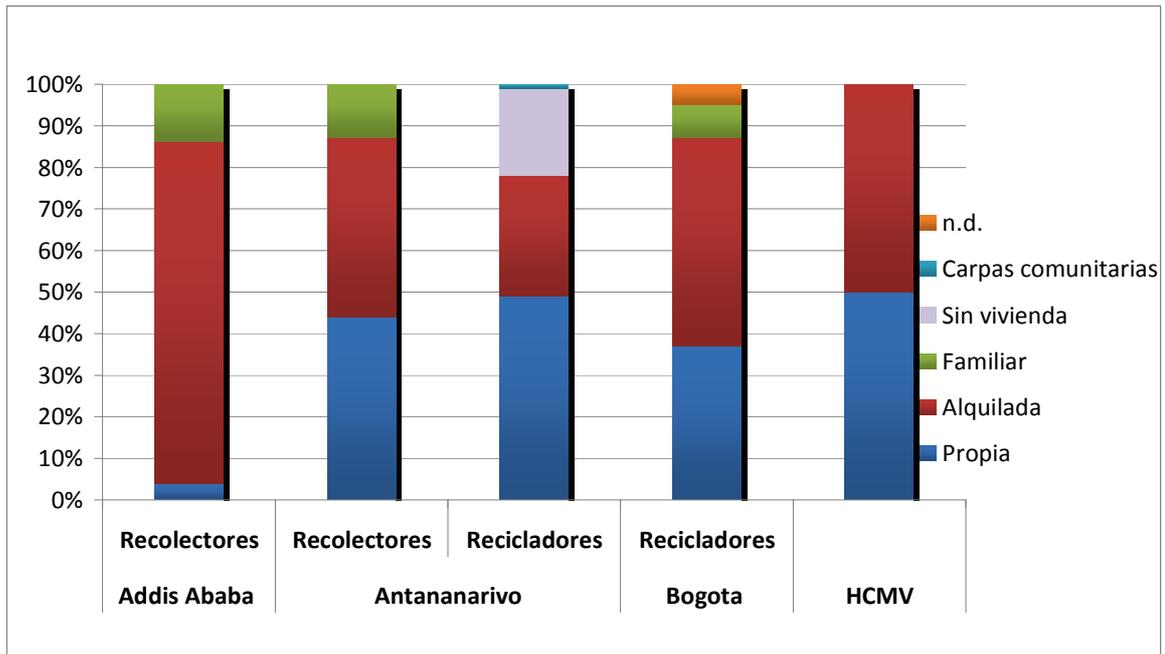
Une maison sans étage dans le District 11, HCMV



Un logement précaire en bois, en plastique ou en feuilles de cocotier dans le District 11, HCMV

Les pré-collecteurs semblent être mieux logés que les récupérateurs et les recycleurs à HCMV.

Graphique 4: Type et statut des logements d'IWPAR dans les 4 villes



Il y a apparemment une proportion importante de propriétaires à Antananarivo et à Bogotá, mais il s'agit de propriétaires précaires :

- 7% des pré-collecteurs "propriétaires" à Antananarivo ne sont pas propriétaires du terrain sur lequel ils ont construit leur maison ;
- 49% des récupérateurs à Antananarivo sont des propriétaires sans documents justificatifs;
- 13% des recycleurs à Bogotá n'ont pas fini de payer leur crédit et 3% sont des propriétaires sans documents justificatifs.

Cette part importante des propriétaires parmi les personnes enquêtées à Bogotá peut s'expliquer par le fait que la plupart d'entre eux ont été précédemment bénéficiaires d'un projet de relogement mené par Enda Colombie.

A Antananarivo, 1% des récupérateurs vivent dans des tentes fournies par l'Etat. Toujours à Antananarivo, plus de la moitié des familles font 3 repas par jour (78% des récupérateurs), 23% n'en font que 2 (13% des récupérateurs) et 9% des récupérateurs ne mangent qu'une seule fois par jour. Le régime de base est composé de riz aux légumes, à la viande ou au poisson. Les familles consomment beaucoup de plats cuisinés qu'ils achètent à des vendeurs de rue (*mofogasy*, soupes, pâtes ...) qui sont bon marché, mais d'une qualité et d'une hygiène douteuses. La viande est une nourriture de luxe qui hors de portée pour la moitié des familles.

D- Revenus et dépenses

Une activité à temps plein ou à temps partiel ?

L'équipe du projet a utilisé la grille d'analyse suivante :

- **El Reciclaje de Oficio Permanente:** « *conformado por aquellos recicladores que se caracterizan por percibir del reciclaje la mayor parte de sus ingresos; por la continuidad y tradición en el tiempo dedicado a la recolección; por ganar cierto nivel de especialización en las actividades que componen la jornada de trabajo tales como la selección y la comercialización del material de ciertos tipos de material; por el desarrollo de relaciones comerciales (acuerdos, convenios e intercambios) con fuentes de generación importantes; y por un amplio conocimiento de la ciudad desde su carácter de productora de basura y materiales reciclables* ».
- **El Reciclaje de Oficio Temporal:** « *Constituido por aquellas personas que recién llegan al reciclaje y que acuden a él como una alternativa de trabajo inicialmente temporal pero con la proyección de permanencia* ».
- **El Rebusque:** « *consistente en la supervivencia mediante la permanente trashumancia en actividades y labores que no exigen especialización alguna* » (Gómez 1995)

Le projet cible les 2 premières catégories de travailleurs.

A Addis Ababa, 99% des pré-collecteurs considèrent que la collecte des déchets solides est leur principale source de revenus (leur emploi à temps plein).

A Antananarivo, la plupart des pré-collecteurs travaillent à temps partiel. 84% d'entre eux ont donc d'autres activités génératrices de revenus en parallèle.

A Bogotá, 57% des IWPARG travaillent à temps plein, voire davantage (5 à 7 jours par semaine pour 5% d'entre eux) tandis que 43% travaillent à temps partiel (26% travaillent 3 jours par semaine, 11% seulement 1 ou 2 jours par semaine). Ceux qui ne travaillent que 3 jours par semaine ont calé leur emploi du temps sur les jours de passage des camions de la collecte formelle des déchets municipaux. Les IWPARG qui disposent de véhicules à traction animale peuvent se permettre de travailler moins car ils peuvent collecter d'autres types de matériaux (tels que la ferraille) et ainsi améliorer leurs revenus par rapport à ceux qui n'ont que des véhicules à traction humaine.

La grande majorité des pré-collecteurs de HCMV font cette activité depuis plus de 5 ans (11% depuis plus de 25 ans, 29% depuis plus de 10 ans, 43% depuis plus de 5 ans) et seulement 17% ont démarré cette activité récemment (depuis 2 ans).

Tableau 14: La collecte et le tri des déchets, une activité à temps plein ou à temps partiel

	Addis Ababa	Antananarivo	Bogotá	HCMV
Pré-collecteur	99% à temps plein	La plupart sont à temps partiel	n.d.	n.d.
Collecteurs de RM / récupérateurs	100% à temps plein	Temps plein	57% à temps plein 43% à temps partiel	

Revenus moyens, dépenses et capacité d'épargne

Le salaire minimum officiel dans les 4 pays est le suivant:

14 € (320 birrs) en Ethiopie
 25 € (70 025 ariary) à Madagascar
 220 € (567 200 pesos) en Colombie
 53 € (1 550 000 dong) au Vietnam

Tous les IWPAR, à l'exception de ceux travaillant à Bogotá, ont un revenu mensuel légèrement au dessus du salaire minimum officiel dans leur pays. Mais ce revenu n'inclut aucune protection sociale.

Dans l'ensemble des 4 villes couvertes par l'étude, il a été difficile de reconstituer les revenus et les dépenses mensuelles des IWPAR. L'équipe du projet s'est particulièrement efforcée de le faire à Antananarivo mais a constaté que les IWPAR ont plusieurs activités en parallèle. Ces activités représentent des revenus inférieurs à 11 € par mois pour 67% d'entre eux et des revenus compris entre 11 et 18 € par mois pour 33% d'entre eux.

Les IWPAR vietnamiens semblent être les seuls en mesure d'épargner: épargne annuelle de 250€ pour les IWPAR organisés, de 292 € pour les IWPAR indépendants et jusqu'à 535 € pour les IWPAR migrants qui envoient de l'argent à leurs familles.

Ils ont également mentionné qu'ils ont accès au crédit, mais c'est essentiellement lié à l'obligation qui leur est imposée par les autorités locales de mettre à niveau leurs véhicules de collecte pour pouvoir continuer à travailler.

A Addis Abeba, beaucoup de pré-collecteurs ne sont pas en mesure de couvrir les dépenses de base telles que le logement, la nourriture, l'éducation de leurs enfants et les soins de santé. Beaucoup de récupérateurs ont indiqué qu'ils peuvent à peine prendre 3 repas par jour. Le principal poste de dépense est le logement. Les personnes qui ne sont pas locataires auprès du *kebele* (administration locale) ou du gouvernement payent des loyers élevés. Les logements publics sont moins chers que les logements privés (0,7 à 4 €/mois contre 15 €/mois). Ainsi le logement peut représenter jusqu'à 50% du revenu mensuel des IWPAR qui louent à des privés.

A Antananarivo, 91% des pré-collecteurs gagnent moins de 18 € par mois avec la pré-collecte des déchets, mais il s'agit la plupart du temps d'une activité à temps partiel. Leurs dépenses sont généralement relatives à la nourriture, au logement, à l'éducation des enfants, à l'électricité, au combustible, à l'eau, à l'hygiène, à l'habillement et à des postes divers (tabac, transport...).

A HCMV, l'équipe a étudié les revenus des IWPAR selon leur origine. Il en ressort que la principale source de revenus d'un pré-collecteur est bien l'activité de pré-collecte des déchets,

avec un revenu complémentaire issu de la revente des matériaux recyclables. Concernant les récupérateurs et les collecteurs de MR, leur principale source de revenu est la revente des MR.

Des écarts de revenus significatifs ont été constatés chez les pré-collecteurs selon qu'ils sont propriétaires de leur circuit de collecte ou bien simples travailleurs. On note ainsi plusieurs catégories de personnes :

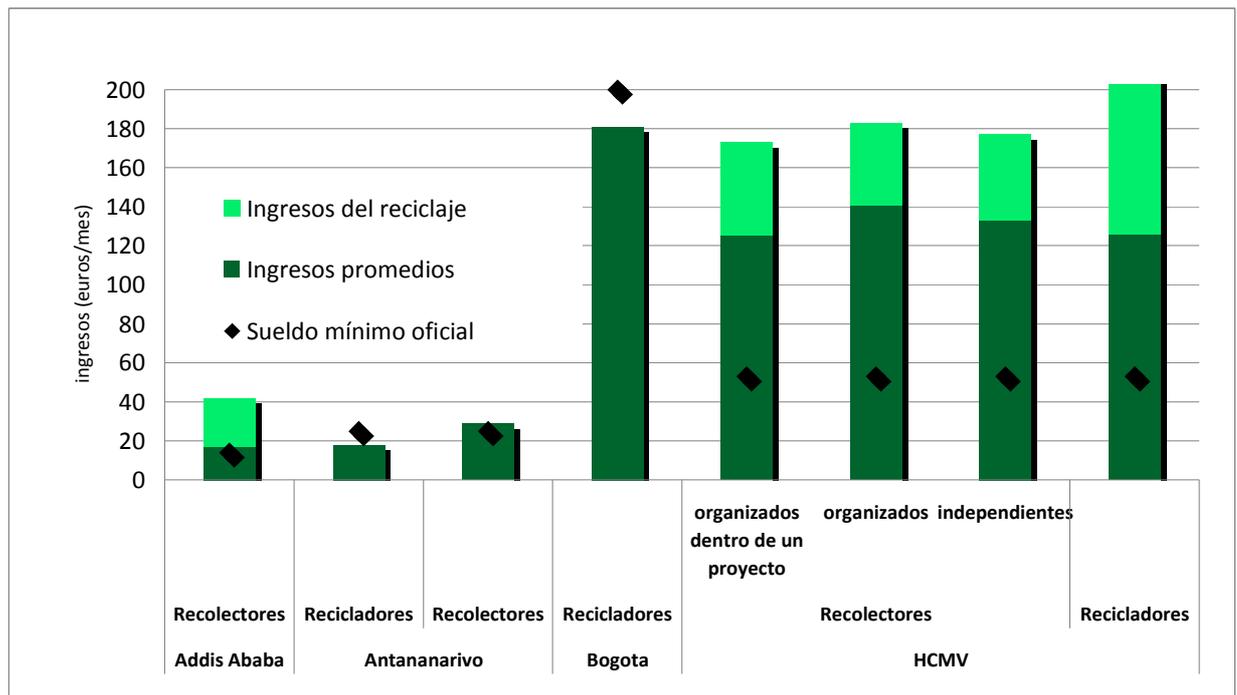
- les employés qui sont logés et qui perçoivent un "salaire" mensuel;
- les employés qui sont liés à un camion de ramassage et rémunérés en fonction du nombre de camions remplis à la journée;
- les travailleurs qui louent un véhicule de collecte et qui sont payés au volume collecté.

D'une manière générale, les employés gagnent entre 52 et 104 € par mois, y compris les revenus de la revente des MR.

A HCMV, les travailleurs membres d'un syndicat et/ou d'une coopérative ont des revenus plus faibles que les récupérateurs et les collecteurs de RM indépendants. Le recyclage semble ainsi être plus lucratif que la pré-collecte, à cause notamment du tarif très bas des cotisations des ménages imposé par les autorités locales.

40% des personnes interrogées ont accès au crédit (soit via un parent, sans intérêts, soit via une banque, pour l'investissement dans des véhicules de collecte). 40% des personnes interrogées sont en mesure d'épargner 1 an après le démarrage de leur activité: 76% d'entre elles épargnent dans une tirelire personnelle, 18% dans le cadre d'une tontine.

Graphique 5: Revenus mensuels moyens issus de la pré-collecte ou du recyclage



IV – Les conditions de travail

A- L'environnement de travail

Les collecteurs de MR font face à des difficultés pendant la saison des pluies, du fait que les matériaux se détériorent à cause de l'humidité, ou bien du fait que les clients sont moins nombreux à cette période de l'année.

Tableau 15: Les conditions météorologiques

Addis Ababa	Antananarivo	Bogota	HCMV
Températures douces tout au long de l'année (env. 20 °C). Saison sèche d'octobre à février (jusqu'à 24°C). Soleil fort à cause de l'altitude. Saison des pluies de juin à août.	Températures douces tout au long de l'année. Saison des pluies de novembre à février. Inondations et ouragans fréquents.	Températures douces tout au long de l'année. Fortes pluies.	Saison chaude et sèche de février à mai (jusqu'à 40 °C) Saison pluvieuse de juin à novembre. Inondations très fréquentes.

Photo 4: La collecte des bennes par la municipalité, source de difficultés pour les pré-collecteurs d'Addis Abeba et d'Antananarivo



A Addis Ababa, beaucoup de personnes interrogées ont fait remonter des dysfonctionnements au niveau du ramassage des conteneurs municipaux par la mairie, qui constitue l'étape suivant la pré-collecte. Or quand ces conteneurs ne sont pas vidés, les pré-collecteurs sont contraints de déposer les déchets qu'ils ont collectés à côté du conteneur, ce qui ne manque pas de créer des confits avec les riverains à cause des odeurs. Les chiffres fournis par la municipalité d'Addis Ababa indiquent que le taux de ramassage des conteneurs par les camions est de 60% environ.

Les difficultés mentionnées par les *korales* sont les suivantes:

- Volume d'heures de travail, notamment d'heures passées à marcher (jusqu'à 20 km par jour);
- Manque d'équipement approprié pour le transport des déchets;
- Manœuvres malhonnêtes de la part des négociants, qui les obligent à vendre à bas prix;
- Manque de capital, d'où la dépendance vis à vis des négociants;
- Manque d'espace de stockage;
- Concurrence, victimisation et vols.

A Antananarivo, les récupérateurs collectent les déchets que les ménages déposent dans des bacs intermédiaires dans la rue et les déposent dans les bennes à ordures municipales. Leur lieu de travail est donc composé des rues et des allées du quartier (*Fokontany*). Les principaux problèmes qu'ils mentionnent sont les suivants:

- Pénibilité du travail (poids des déchets);
- Manque d'équipement adéquat pour le transport des déchets. Un pré-collecteur peut faire jusqu'à 10 trajets par jour, étant donné que certains *Fokontany* sont très éloignés des bennes du SAMVA;
- Disputes avec le *Fokontany* ou le comité de gestion (l'employeur des pré-collecteurs) ou encore avec les habitants quand ces derniers ne respectent pas les horaires de ramassage, jettent des ordures dans les rues, les canaux...

Les récupérateurs travaillent en général à proximité des points de collecte du SAMVA (plus de 70 bennes étudiées dans le cadre de la présente enquête). Ces points de collecte sont le plus souvent des bennes métalliques mobiles, mais aussi des bennes plastiques à roulettes ou des bacs maçonnés appelés "parcs à bœufs". Ils sont installés sur les axes principaux uniquement c'est à dire dans des routes accessibles aux camions afin de faciliter le ramassage des déchets. Ces points de collecte font l'objet d'une organisation sociale: ils ont des propriétaires et personne ne peut les utiliser sans autorisation. Les propriétaires des bennes restent à proximité jour et nuit. Certains louent leur benne à des connaissances. Le montant du loyer dépendant du lieu d'implantation de la benne.

Les principaux problèmes soulevés par les récupérateurs sont les suivants:

- manque de respect des riverains, qui jettent leurs ordures en dehors de la benne;
- manque d'équipement (fourche et râteau) pour empiler ou entasser les déchets dans la benne.

A noter qu'ils mentionnent également les marchés parmi leurs lieux de travail.

Le travail en solitaire ou en équipes

A Madagascar, 66% des pré-collecteurs travaillent seuls; les autres travaillent avec leur conjoint et leurs enfants. Les femmes travaillent fréquemment en équipes pour mieux se répartir le poids des déchets. 74% des récupérateurs de rue travaillent seuls. Les autres travaillent en équipe de 2 à 3 personnes, notamment leur conjoint et leurs enfants.

Les horaires de travail

La réglementation des horaires de travail a été l'une des premières étapes du droit du travail. La première convention de l'OIT date de 1919. Cette convention limite les heures de travail et assure des périodes de repos aux travailleurs.

Les principales conventions internationales sur les horaires de travail sont Convention n°1 sur la durée du travail (dans l'industrie) de 1919 et la Convention n°30 sur la durée du travail (dans le commerce et les bureaux) de 1930. Ces conventions limitent la durée du travail à 48 heures par semaines et à 8 heures par jour. Elles ont été ratifiées par la Colombie (en 1933 pour la Convention n°1 et en 1969 pour la Convention n°30 – la transposition dans la législation locale est la Loi 11544), mais pas par l'Ethiopie, ni Madagascar, ni le Vietnam.

Cependant, les 4 pays ont ratifié d'autres conventions importantes stipulant que les travailleurs ont droit à une période de repos d'au moins 24 heures consécutives au minimum une fois tous les 7 jours: la Convention n°14 sur le repos hebdomadaire (dans l'industrie) de 1921 et la Convention n°106 sur le repos hebdomadaire (dans le commerce et les bureaux) de 1957.

A Antananarivo, les récupérateurs de rue ont des durées de travail variables, allant de 3 heures à plus de 12 heures par jour. La majorité d'entre eux travaillent entre 8 et 12 heures par jour, soit du matin au soir (notamment les propriétaires des bennes). 60% d'entre eux ne s'adonnent plus à aucune autre tâche domestique, ou bien à raison d'une heure par jour tout au plus. Seul un tiers des récupérateurs disposent de temps pour des activités secondaires. La plupart n'accordent que 30 minutes au temps des repas.

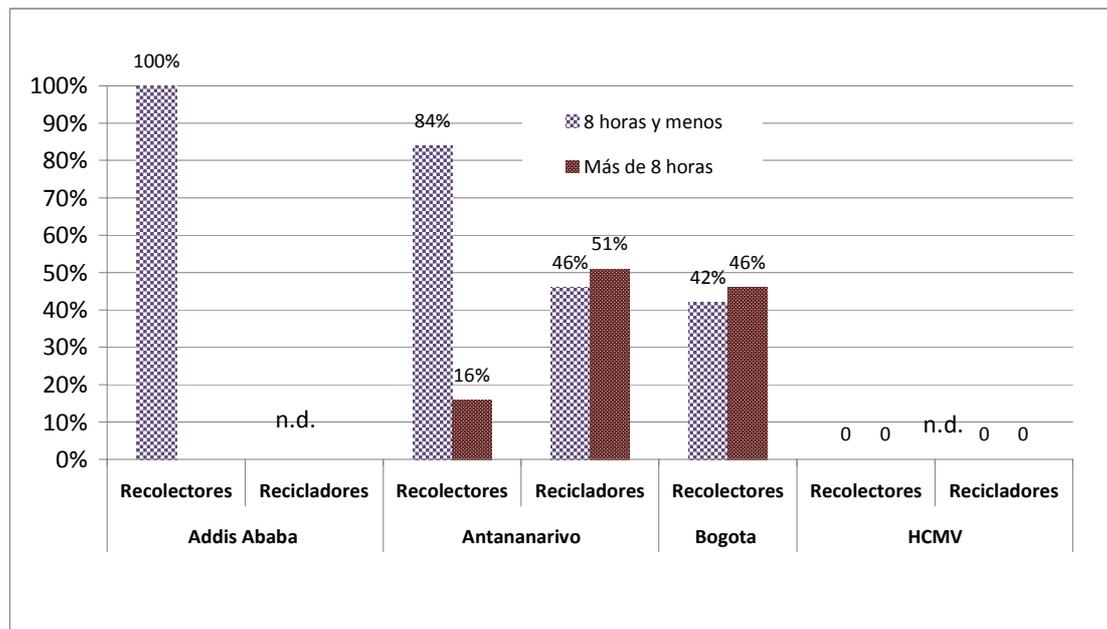
Les pré-collecteurs ont des horaires flexibles d'un *fokontany* à l'autre.

La pré-collecte est une activité à temps partiel pour la plupart des pré-collecteurs (3 à 5 heures par jour). Une minorité déclare dédier jusqu'à 8 heures par jour à cette activité.

En dehors de leur travail dans la pré-collecte des déchets, 99% des femmes ont au moins une responsabilité supplémentaire au sein du foyer, comme la vaisselle, la cuisine, les enfants. Elles disent aussi avoir besoin de repos lorsqu'elles sont malades, blessées ou enceintes.

A Bogotá, 47% des IWPAR travaillent entre 9 et 12 heures par jour, ce qui dépasse la durée du travail au sens de la Loi 11544. Leur temps de travail dépend de la quantité de MR à collecter, des variations de prix et des décisions familiales, ce qui peut être source de beaucoup de stress aux travailleurs.

Graphique 6 : Nombre d'heures travaillées par jour



Des observations de terrain ont permis de reconstituer la journée-type de travail d'un recycleur à Bogotá.

Tableau 16 : La journée de travail d'un recycleur à Bogotá

Nombre d'heures	Horaire	Activité
1	01 :00 – 02 :00	Préparer le véhicule de collecte (chariot avec ou sans cheval).
1 to 2	02 :00 – 04 :00	Faire le trajet de la maison jusqu'au lieu de collecte des MR.
3 to 5	4 :30 – 10 :00	Identifier, trier et collecter les MR.
1 to 2	10 :00 – 12 :00	Transporter les MR vers un entrepôt ou à son propre domicile.
	12 :00 – 15 :00	Repas et repos.

1 to 2	15 :00 – 17 :00	Trier une 2ème fois les MR ou les revendre.
Un total de 6 à 12 heures par jour, sans tenir compte du fait que des transports ou d'autres étapes de revente sont parfois nécessaires.		

Quel type de déchets?

A Antananarivo, 54% des pré-collecteurs trient les objets réutilisables ou qui peuvent être revendus. 45% les laissent aux récupérateurs de rue afin d'éviter les conflits. On note parmi les objets susceptibles d'être revendus, des bouteilles en plastique, des métaux, le cuivre, des os (les acheteurs sont notamment des éleveurs), et divers plastiques (morceaux de récipients, bouchons). Les objets qui sont conservés pour un usage personnel sont en général le charbon, les restes de nourriture (certains récupérateurs ont avoué manger une partie des déchets, mais en général, ils revendent les restes de nourriture à des paysans ou les utilisent pour nourrir le bétail), les vêtements, les chaussures et les sacs (qui sont vendus en fonction de leur état). 2% d'entre eux sont spécialisés dans le recyclage du textile ("*bemiray*").

A Addis, la grande majorité des pré-collecteurs ont indiqué qu'ils collectent des déchets ménagers, dans des zones résidentielles. 57% des personnes interrogées collectent même des déchets des centres de santé et des laboratoires (36% d'entre eux ont pour cela une procédure particulière, tandis que 63% d'entre eux collectent ces déchets comme les autres types de déchets). En principe, cela est illégal car il existe des entreprises spécialisées dans la collecte des déchets médicaux. 29% des pré-collecteurs collectent également les déchets des petites industries.

A Bogotá, Enda Colombie appuie 3 associations spécialisées dans la collecte des matériaux recyclables secs:

- *Pedro Leon Trabucchi*, qui existe depuis plus de 20 ans, qui compte 35 membres individuels, qui est basée dans la commune d'arrondissement (*localidad*) n°16, *Puente Aranda*, et qui collectent des matériaux recyclables (métaux) auprès des industries;
- *Asochapinero* qui existe depuis plus de 20 ans, qui compte 32 membres individuels, et qui collecte des matériaux recyclable dans les zones commerciales (supermarchés), des institutions (écoles, ministères...), des zones résidentielles et industrielles dans une moindre mesure;
- *Ecoalianza Estratégica de Recicladores*, l'union des associations *Asochapinero* et *Pedro Leon Trabucchi* créée en 2011 avec l'appui de la *Fundación Familia* et d'Enda afin de mettre en place un entrepôt d'objets d'occasion et de matériaux recyclables.

L'Université des Andes estimait en 2000 qu'un recycleur de Bogotá collecte chaque mois en moyenne 2 628 kg de matériaux recyclables, dont 1 384 kg de papiers et cartons, 773 kg de verre, 187 kg de plastiques, 55 kg d'aluminium, 221 kg de ferraille, 4 kg d'emballages Tetrapack et 4 kg de bois.

A HCMV, les pré-collecteurs collectent principalement des déchets ménagers et parfois aussi des restaurants, des commerces et des écoles. Les industries sont situées dans une zone éloignés. Les déchets des grandes entreprises et les déchets médicaux sont collectés par CITENCO.

Photo 5 : Manque d'entrepôts de stockage appropriés à Menalesh Tera, le marché des matériaux recyclables à Addis Ababa



B- Les véhicules de collecte et le matériel de protection

Les véhicules de collecte

HCMV semble être la ville où les IWPAR sont les mieux équipés en termes de véhicules de collecte. L'utilisation de véhicules motorisés y est assez fréquente. A Bogotá, les chariots tirés par des chevaux sont les véhicules les plus courants. A Antananarivo et à Addis Ababa, les IWPAR transportent les déchets dans des sacs ou des brouettes.

Photo 6 : Le madabaria (sac) et le chariot à main à Addis Abeba



A Addis, 83% des pré-collecteurs collectent les déchets dans des sacs appelés *Madabaria* et ce directement sur leurs épaules avant de les verser dans un chariot ou un conteneur municipal. Ces sacs ont des effets néfastes sur leur santé et leur bien-être (absence de mesures de sécurité telles que des ceintures de soutien). Ce sont les hommes qui poussent le chariot jusqu'au conteneur (17% précisent qu'ils le font à l'aide de leurs mains nues). Les utilisateurs de chariots se font houspiller par les conducteurs de voitures et sont parfois accusés de bloquer ou de ralentir la circulation.

Photo 7 : L'équipement de pré-collecte à Antananarivo



A Antananarivo, les pré-collecteurs utilisent des brouettes (100%), des pelles, des fourches, des râteliers, des balais et des chariots à main. Les récupérateurs de rues utilisent des “bâtons fouilleurs”, des balais et des sacs.

Photo 8 : Le cheval et le chariot à Bogotá



A Bogotá, les équipements de collecte les plus courants sont le véhicule à traction animale (45%), le chariot à main (*carreta de cajón*) (10%), le grand sac (*costal*) (11%) et le tricycle (5%). Une minorité (29%) des recycleurs n'effectuent ni collecte ni transport, se contentant de trier les matériaux recyclables dans un endroit fixe (à l'intérieur d'une usine, d'une entreprise, d'une université ou d'une résidence).

Photo 9 : Divers véhicules et équipements de pré-collecte et de collecte à HCMV



Poubelles à roulettes – Poubelle à roulettes de 660 litres – Tricycle à traction humaine



Tricycle motorisé – Remorque auto-conçue – Voiture à 3 roues



Camion de 550 litres – Camion de 660 litres

A HCMV, les récupérateurs et les petits collecteurs de RM ont des véhicules moins sophistiqués que les pré-collecteurs qui ont des tricycles motorisés (40%) ou des camions de 550 litres (24%). Les récupérateurs utilisent principalement des vélos, des tricycles, ou des chariots à main (9%) qui sont pratiques pour circuler dans les rues étroites partout dans la ville. Après leur journée de travail, ils apportent les RM collectés à leur domicile pour les trier, puis ils les apportent à des revendeurs.

Matériel de protection

Les travailleurs des déchets organisés utilisent du matériel de protection, mais cela est plutôt rare chez les travailleurs indépendants. Près de 100% des pré-collecteurs ou des recycleurs organisés ont des gants, des uniformes, des masques ou des bottes, voire plus rarement l'ensemble de ces équipements. Les pré-collecteurs indépendants ont tendance à être moins bien équipés, tandis que les collecteurs de RM et les récupérateurs ne sont la plupart du temps pas équipés du tout.

Photo 10 : Equipement de protection à HCMV et à Bogotá



A Antananarivo, les pré-collecteurs ont reçu du matériel de base de la part d'Enda OI: brouettes ou chariots à main, pelles, fourches, sacs, balais, uniformes pour les hommes, blouses pour les femmes, bottes et casquettes. Ils superposent un sachet plastique imperméable à leur casquette pour protéger leur tête.

De plus, l'hygiène personnelle étant une dimension importante de la prévention sanitaire, les travailleurs devraient en principe se laver les mains et les pieds après le travail. La majorité des hommes se lavent la partie supérieure du corps tous les jours, les femmes font une toilette rapide quotidienne et prennent un bain complet par semaine. Toutefois, même si les pré-collecteurs comprennent la nécessité d'utiliser des savons, ils disent qu'ils ne le font pas, par manque d'argent.

A Antananarivo, les récupérateurs ne portent pas d'équipement de protection, sauf 61% d'entre eux qui portent une deuxième couche de vêtements usagés.

A Bogotá, 58% des recycleurs interrogés portent des chaussures de sécurité industrielle et 40% portent même des ceintures de soutien lombaire.

A HCMV, l'équipe du projet a constaté que les femmes semblent porter l'équipement de protection plus systématiquement que les hommes.

C- Image et considération sociale des IWPAR

A Antananarivo, la plupart des pré-collecteurs considèrent que leur travail a de la valeur, qu'il n'est pas dégradant, et ils le respectent en dépit des bas salaires. Une minorité de pré-collecteurs ont honte de leur travail et ont fui leur famille pour cette raison. Les habitants considèrent que ce travail est sale et n'y accordent aucune considération, ce qu'ils montrent en jetant des déchets non autorisés dans les bennes (excrétas par exemple) voire en dehors des bennes, ou en ne respectant pas les horaires de ramassage. Les IWPAR sont considérés comme la catégorie socio-économique la plus basse. Toutefois, la moitié des enquêtés se sentent respectés et n'ont pas l'impression d'être particulièrement exclus, 18% se sentent marginalisés. 22% des récupérateurs sentent qu'ils inspirent de la pitié aux habitants.

A HCMV, 55% des pré-collecteurs affirment jouer un rôle important dans leur communauté, ce qui n'est pas le cas des récupérateurs et des collecteurs de RM. Les habitants se comportent d'une façon normale (48%) et respectueuse envers eux (28%). L'équipe du projet a fait le même constat à Addis Abeba.

A HCMV, concernant les relations avec la communauté, il a été rapporté que certains ménages jettent leurs déchets dans la rue et ne payent pas leur cotisation. Les IWPAR sont alors obligés de faire part de cette situation aux autorités locales pour trouver une solution. Ils se retrouvent également parfois en conflit avec les groupes de pré-collecteurs formels dans la zone (quand les autorités locales réaffectent les circuits de pré-collecte auparavant gérés par les pré-collecteurs privés au service de ramassage municipal), et avec la police venue contrôler l'application de la nouvelle réglementation interdisant les véhicules auto-conçus et les tricycles. Les collecteurs de RM sont parfois en conflit avec les pré-collecteurs qui les prennent de court en collectant les matériaux de valeur avant leur arrivée.

A Bogotá, les recycleurs sont toujours rejetés par la communauté mais moins qu'auparavant. En Colombie, toute personne marchant dans la rue avec des vêtements sales et une apparence négligée tend à être assimilée à la drogue.

V. Les questions de santé et de maladies professionnelles

A- Les maladies et les accidents

Une perception des risques assez élevée chez les travailleurs

Les IWPAR ont une perception assez élevée des risques inhérents à leur travail, en particulier ceux qui sont organisés et qui ont été formés et accompagnés dans le cadre de projets précédents. Mais ils ont tendance à n'identifier que les risques à caractère immédiat comme les accidents de la route et à minimiser les risques de long terme comme l'exposition aux produits chimiques.

A Antananarivo, il a été constaté que les 26-50 ans sont davantage conscients des risques sur la santé que les autres tranches d'âge, car ils considèrent ce métier comme leur principale source de revenus, ils sont motivés et cherchent à améliorer leurs conditions de travail.

Tableau 17: La perception des risques HSCT par les travailleurs

	Addis Ababa	Antananarivo	Bogota	HCMV
Niveau de conscience des	95%	72% des récupérateurs	92%	n.d.

	Addis Ababa	Antananarivo	Bogota	HCMV
risques HSCT		90% des pré-collecteurs		
Principaux facteurs de risques mentionnés	85% incriminent le manque de matériel de protection.	63% se sentent vulnérables face aux blessures (objets pointus), aux accidents de la route, aux agressions et aux chutes.	Accidents (89%) notamment accidents de la route (88%) Risques biologiques, virus (54%) Risques chimiques (11%) Risques ergonomiques (9%) 80% disent souffrir de la pollution de l'air (CO2).	Matériaux tranchants Déchets dangereux (chimiques, inflammables, virus...) Portage de charges lourdes Travail dans la rue (mauvais temps, air pollué). Pas d'accès à l'eau potable ni à des WC.

Les maladies respiratoires et des articulation sont les plus fréquemment citées par les IWPAP. Toutes les autres maladies citées sont également fréquentes au sein du reste de la population (paludisme, diarrhée...).

Tableau 18: Les maladies et accidents les plus fréquents, selon les travailleurs

	Addis Ababa	Antananarivo	Bogota	HCMV
Maladies	Maux de tête et de dos, problèmes respiratoires, irritation oculaire ou cutanée, maladies intestinales, typhoïde.	Maux de tête, fièvre, rhume, paludisme, problèmes dentaires, fatigue, problèmes respiratoires, diarrhée, problèmes d'articulations (os).	Asthme	Grippe et fièvre (68%), maladies de peau (52%), bronchite (29%), maux de dos, diarrhée, maladies intestinales, maladies chroniques (des poumons et de la peau)
Accidents	Blessures dues à des objets tranchants, et chutes.		66% ont déjà eu un accident: 44% une blessure, 24% une chute, 20% ont perdu le contrôle de leur cheval, 12% un accident de la route.	Blessures dues à des objets tranchants.

A Addis, 85% des IWPAP ont été malades ou se sont blessés au moins une fois au cours des 12 derniers mois.

A Antananarivo, 45% des personnes interrogées se considèrent rarement malades (1 à 3 fois par an). Ils s'estiment "malades" quand ils ne peuvent plus se lever.

A HCMV, 89% des personnes interrogées se considèrent en bonne santé, en dépit de blessures, d'accidents ou de maladies de la peau.

A Bogotá, à peine 8% des personnes interrogées disent avoir déjà été malades.

Un recours généralement rare aux services de santé

Dans les 4 villes, moins de 60% des travailleurs vont régulièrement chez le médecin. Les raisons invoquées sont principalement la peur de découvrir des maladies (en sachant qu'ils ne pourront pas se payer le traitement correspondant) et le manque d'argent.

Lorsqu'ils sont malades, plus de la moitié des IWPAR continuent à travailler et ne se rendent pas chez le médecin. La plupart ont recours à l'automédication ou à la médecine traditionnelle.

Une majorité d'IWPAR ont été vaccinés au moins une fois dans leur vie, mais ils ne se souviennent plus quand, contre quelle maladie et s'ils ont eu des rappels depuis.

A HCMV, les IWPAR ont majoritairement recours à l'automédication pour les affections courantes (toux, fièvre). Ils s'achètent des antiseptiques et des pansements. En cas de blessures graves, ils vont à la clinique pour se faire vacciner.

C'est à Bogotá que l'on trouve le plus d'IWPAR se rendant régulièrement chez le médecin. Un pourcentage important de femmes a même indiqué qu'elles allaient chez le gynécologue pour la prévention du cancer de l'utérus, ce qui est un résultat de grandes campagnes de sensibilisation organisées en Colombie sur cette question.

A Antananarivo, certaines pré-collecteuses se sont faites vacciner contre le tétanos en 2011 dans le cadre d'une campagne nationale ciblant les femmes âgées de 15 à 60 ans. Certains récupérateurs ont été vaccinés contre la tuberculose dans leur enfance, mais peu ont été vaccinés à l'âge adulte.

Tableau 19: Fréquence des visites médicales et des vaccinations

	Addis Ababa	Antananarivo	Bogota	HCMV
A quelle fréquence vous rendez vous chez le médecin ?	9% y vont régulièrement; 91% ne vont pas chez le médecin.	Seulement en cas de problème grave, même si 90% des personnes enquêtées y sont allées au moins une fois, pour eux même ou leur famille.	41% seulement en cas d'urgence ou rarement, 22% y vont 4 fois par an; 19% y vont 3 fois par an; 14% y vont 1 fois par an; 3% y vont 2 fois par an.	70% des travailleurs indépendants n'y vont pas.
Etes vous vacciné ?	60% ont été vaccinés au moins une fois dans leur vie, mais ne se souviennent plus du vaccin en question.	Presque 100% des pré-collecteurs l'affiment (tuberculose, dans leur enfance), et 50% mentionnent aussi le tétanos.	Oui à 86%, notamment contre le tétanos. Mais moins de 60% ont également fait vacciner leurs enfants contre le tétanos. Moins de 20% ont fait vacciner leurs enfants contre la fièvre jaune.	Oui à 25%. Entre 91% et 40% des pré-collecteurs organisés sont vaccinés chaque année. 80% des récupérateurs sont vaccinés chaque année.

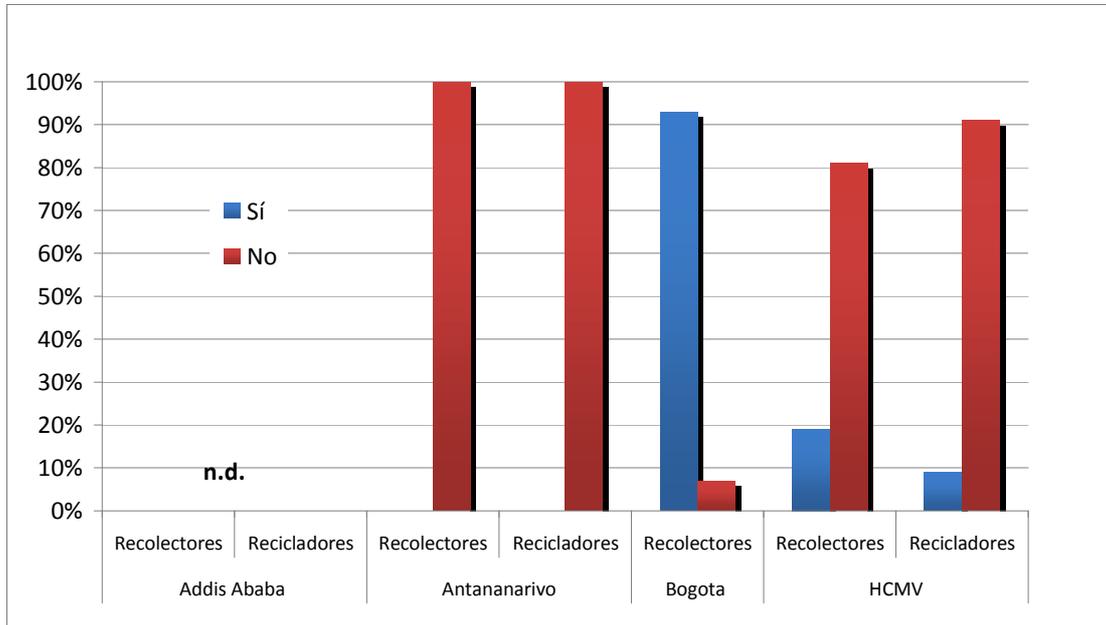
Tableau 20 : Que faites vous lorsque vous êtes malades ou en cas d'accident?

	Addis Ababa	Antananarivo	Bogota	HCMV
Pré-collecteurs	<p>55% continuent à travailler 30% s'arrêtent de travailler, et sont remplacés par un autre membre de l'association. 25% continuent à travailler, mais partiellement.</p> <p>51% vont consulter 30% ne font rien 19% ont recours à l'automédication ou à la médecine traditionnelle</p>	<p>Quand ils n'ont pas d'assurance santé, ils ont recours à l'automédication (médicaments de synthèse sans ordonnance) ou bien ils prennent des plantes médicinales (<i>raokandro</i>), ont recours à des massages traditionnels ou vont chez le tradipraticien.</p>	---	<p>40% vont chez le médecin 60% n'y vont pas.</p>
Recycleurs/ récupérateurs	---	<p>13% n'ont jamais pris de congé maladie 73% ne s'arrêtent de travailler que lorsqu'ils ne tiennent plus debout 13% ne se reposent que lorsqu'un autre membre de la famille peut couvrir les besoins de la famille.</p>	<p>29% utilisent les services de la médecine conventionnelle; 41% ont recours à l'automédication ; 32% ont recours aux médecines alternatives</p>	<p>22% vont chez le médecin; 88% n'y vont pas.</p>

Dans les 4 villes, les IWPAR sont rarement des employés. Ainsi, ils sont payés directement par les ménages ou par les autorités locales qui les considèrent comme des prestataires de services. Le coût de leur assurance santé n'est pas pris en compte dans le calcul des contributions pour la collecte des ordures ménagères ou du tarif à la tonne collectée.

Le groupe cible d'Enda Colombie fait figure d'exception en termes d'accès à l'assurance santé. Près de 100% d'entre eux ont une assurance santé et 89% ont recours aux services médicaux, c'est à dire qu'ils vont à des visites médicales. La plupart d'entre eux accompagnent en réalité des membres de leur famille (enfants, grand parents). Certains vont également chez le dentiste. 61% d'entre eux sont satisfaits du service, qui est très peu onéreux dans le cadre du SISBEN.

Graphique 7 : Accès à une assurance santé



A Bogotá, parmi les 93% de personnes interrogées qui disent avoir une assurance santé, 90% sont couverts par le système subventionné, étant dans la catégorie des indigents, tandis que 3% sont couverts par le système non-subventionné où l'employeur et l'employé versent chacun une contribution.

A Antananarivo, aucune des personnes interrogées n'a indiqué avoir une assurance santé mais lors des *focus groups*, une poignée de pré-collecteurs ont déclaré être couverts par l'assurance santé de leur conjoint.

Photo 11 : Une carte d'assurance santé volontaire appartenant à un pré-collecteur à HCMV



Capacité à payer des soins de santé

A chaque visite chez le médecin, les IWPAR y consacrent en moyenne 10% de leur revenu mensuel, dans les 4 villes concernées par l'enquête. Ceci est évidemment insoutenable pour des travailleurs qui ont en moyenne 4 personnes à charge.

A Antananarivo, même si certains pré-collecteurs sont considérés dans la catégorie "sociale" et peuvent à ce titre bénéficier de traitements à bas prix, voire gratuits dans certains centres, 75% d'entre eux ne peuvent pas assumer les frais médicaux et l'achat de médicaments et doivent demander une avance sur leur salaire ou emprunter de l'argent à un membre de leur famille. 37% des récupérateurs ne peuvent pas payer et doivent emprunter (10% ne peuvent ensuite pas rembourser) ou demander de l'aide.

Tableau 21: Le coût des services de santé

	Addis Ababa	Antananarivo	Bogota	HCMV
Pré-collecteurs	n.d.	82% dépensent plus de 1 € à chaque fois qu'ils sont malades. Les familles dépensent 0,36 à 1,79 € à chaque visite chez le médecin et jusqu'à 0,36 € en cas d'automédication.	n.d.	Plus de 50% des personnes interrogées ont payé entre 2 et 4 € pour se faire examiner et soigner la dernière fois qu'ils ont été malades. 20% ont dépensé plus de 14 €.
Collecteurs de MR et récupérateurs	n.d.	n.d.	Au sein de SISBEN, les consultations médicales sont gratuites ou payantes à hauteur de 1,94 €.	58% ont payé entre 2 et 4 € pour se faire examiner et soigner la dernière fois qu'ils ont été malades. 27% ont dépensé plus de 14 €.

Satisfaction par rapport aux services de santé

A Antananarivo, les IWPAR sont globalement satisfaits bien qu'ils ne peuvent s'offrir que les soins de santé les moins chers et donc d'une qualité moindre. 17% des IWPAR se plaignent de l'attitude peu amène des équipes médicales, et 16% de l'éloignement géographique des centres de santé. Le problème principal demeure toutefois d'ordre financier. Tous espèrent être mieux soignés ou payer moins cher.

A Bogotá, 61% des IWPAR sont satisfaits du service car il n'est pas cher (consultations gratuites, ou à un prix modique). Ceci est d'ailleurs un véritable défi en termes de formalisation des organisations d'IWPAR qui doivent permettre une augmentation significative des revenus de leurs membres pour que ces derniers puissent basculer vers le système de santé non-subventionné. Les 38% d'IWPAR qui envisagent de changer de service de santé invoquent en raisons principales, la piètre qualité du service, des temps d'attente très longs et l'éloignement géographique.

Epargne et retraite

A Bogotá, 71% des IWPAR n'ont jamais cotisé à un système de retraite. Les 29% restant ont cotisé, mais de façon occasionnelle, lorsqu'ils étaient des employés sous contrat ou lorsqu'ils travaillaient dans des coopératives d'IWPAR formelles. Ils ont arrêté de cotiser pour des raisons financières estimant que ce système ne leur garantit pas une sécurité immédiate. 76% d'entre eux ont déclaré n'avoir aucune épargne ni pour leur retraite ni pour d'éventuels investissements économiques.

B- Sexualité et planning familial

Bien que ces aspects n'aient pas été étudiés en profondeur dans les 4 villes couvertes par l'étude, l'utilisation des méthodes de planning familial est globalement rare. Les grossesses non désirées sont donc fréquentes. En l'absence de mécanisme de congé maternité, les travailleuses enceintes ont tendance à ne pas interrompre leur activité professionnelle.

Recours aux méthodes de planning familial

A Bogotá, 87% des IWPAR disent avoir une sexualité active mais 52% d'entre eux n'utilisent aucune méthode de planning familial. 15% disent utiliser une contraception permanente/définitive, 12% la pilule contraceptive, 12% une contraception intra-utérine, 3% des barrières contraceptives (spermicides, préservatifs...), 3% des méthodes naturelles et 3% ne savent pas. Seulement 12% des personnes interrogées ont dit utiliser des préservatifs, les 88% restant estiment qu'ils n'en ont pas besoin car ils sont dans une relation stable et qu'ils ont confiance en leur partenaire.

Il n'y a pas de données pour les 3 autres villes.

Grossesses

A Addis, à peine 10% des femmes interrogées ont déjà été enceintes depuis qu'elles ont démarré leur activité et presque toutes avaient alors continué à travailler et ne s'étaient arrêtées qu'à l'approche du terme. Ces femmes ont également mentionné des problèmes de santé durant leur grossesse, comme des avortements, des fausses couches (liés à la pénibilité de leur travail), un manque d'assistance pendant leur grossesse ou dans l'absolu par rapport à leurs problèmes d'ordre gynécologiques (comme l'irrégularité de leurs cycles menstruels due d'après elles à la pénibilité de leur travail). Certaines ont souligné que le contrat qui les lie aux *woredas* n'inclut aucune disposition relative à un congé maternité.

A Antananarivo, la perception des risques du travail est différente en fonction du sexe: les femmes sont sensibles aux maladies mais préfèrent épuiser tous les remèdes possibles avant d'aller consulter. 60% des pré-collecteuses ont recours à l'automédication et à des pratiques traditionnelles. Ceci peut s'expliquer par le fait que les femmes maîtrisent mieux le budget familial (et cherchent donc les soins les moins chers) et par le fait qu'elles connaissent mieux la médecine traditionnelle que les hommes. La moitié des récupérateurs indiquent que ce sont les femmes qui sont décisionnaires en matière de santé (y compris les mères célibataires).

Les femmes enceintes, qui sont particulièrement vulnérables en termes de santé continuent à travailler comme d'habitude, en plus des tâches domestiques, et ne s'arrêtent que le jour de leur accouchement. Plus de 80 % des femmes n'ont pas encore été enceintes depuis qu'elles ont démarré cette activité dans le secteur des déchets. Concernant les autres 20%, 96% d'entre elles indiquent avoir consulté une accoucheuse traditionnelle, un centre de santé et une sage-femme (plus de 76% ont accouché dans un centre de santé, avec du personnel médical, et 7% avec une accoucheuse traditionnelle). 25% n'ont bénéficié d'aucun suivi médical durant leur grossesse,

certaine par négligence/oubli, mais la plupart par manque d'argent. Les centres de santé publics sont plus accessibles (chambres, soins, médicaments gratuits).

A Bogotá, plus de 70% des recycleuses ont bénéficié de consultations médicales durant leur 1^{ère} grossesse, mais ce pourcentage diminue pour les grossesses suivantes. Les femmes interrogées ont indiqués que la plupart de leurs grossesses n'étaient pas désirées, elles se sont rendues compte tardivement de leur état et ont décidé de ne pas aller consulter.

Sur 38 IWPAR interrogés, 13 avortements ont été mentionnés, ce qui est beaucoup. 5 avortements étaient dus à des accidents. Il n'a pas été possible d'établir un lien entre les conditions de travail et les avortements.

Recommandations

Les 4 études locales ont débouché sur une série de recommandations qui tiennent compte du contexte spécifique décrit par l'enquête.

Recommandation pour la Colombie:

Amélioration durable des conditions de travail

- Stabiliser l'approvisionnement en MR par la négociation d'accords avec des industriels locaux, des institutions, des résidences...
- Renforcer la coopération entre les organisations de recycleurs;
- Informer le Ministère de l'Environnement sur les questions de qualité de l'air et de niveau sonore dans les rues de Bogotá, ainsi que leurs impacts sur les conditions de travail des recycleurs.

Prévention sanitaire

- Mettre en oeuvre des campagnes de prévention et inviter les recycleurs à se rendre dans des centres de santé au moins une fois par an.

Questions familiales

- Mieux informer les recycleurs sur les méthodes contraceptives;
- Organiser avec les recycleurs des ateliers spécifiques sur les questions de genre, avec un expert de la résolution des conflits familiaux et de couple;
- Organiser des ateliers de sensibilisation des recycleurs à l'importance de scolariser leurs enfants;
- Inciter les autorités publiques à davantage communiquer sur les programmes sociaux existant.

Accès durable à la protection sociale

- Informer les recycleurs sur le système de protection sociale colombien et sur leurs droits en tant qu'usagers du système subventionné (SISBEN) afin qu'ils bénéficient d'un meilleur service.
- Informer les recycleurs sur les systèmes de retraite.

Recommandations pour Madagascar

Recommandations adressées à la CUA

- Reconnaître officiellement les métiers de la pré-collecte et de la collecte des MR, faciliter ces activités et sensibiliser les habitants;
- Améliorer l'image des IWPAR afin qu'ils soient reconnus par les ménages et les autorités pour leur contribution à la gestion des déchets et à la propreté de l'espace public, et ce en vue d'un meilleur accueil lors qu'ils se rendent dans des centres de santé;
- Contribuer aux activités menées par Enda OI dans le cadre du programme IWPAR et d'autres programmes;
- Assurer un ramassage des bennes plus régulier.

Conditions de travail

- Fournir du matériel et des uniformes aux pré-collecteurs;
- Fournir du matériel aux comités de pré-collecte qui sont en difficulté (via PLAFCCO). Enda OI appuie PLAFCCO dans sa recherche de financements auprès des autorités locales et d'autres partenaires;
- Ouvrir un entrepôt pour y stocker et y vendre des MR afin que les pré-collecteurs ne soient plus obligés de passer par des intermédiaires. Cet entrepôt devrait être géré par PLAFCCO avec l'appui d'Enda.

Santé

- Sensibiliser et former les IWPAR aux questions d'HSCT
- Sensibiliser les IWPAR sur l'importance de se rendre dans des centres de santé
- Faciliter l'accès aux services de santé via la souscription à une assurance santé
- Organiser une campagne de check up médical
- Organiser une campagne de vaccination contre le tétanos.

Questions familiales

- Sensibiliser les familles à l'importance des documents administratifs (certificat de naissance, carte d'identité, certificat de mariage...)

Inclusion sociale

- Sensibiliser le public aux métiers du recyclage
- Sensibiliser le public au tri à la source

Recommandations pour l'Éthiopie

Conditions de travail des pré-collecteur

A court terme:

- Distribuer des équipements de protection et du matériel de collecte;
- Faire pression sur la municipalité pour qu'elle augmente le nombre de conteneurs et la fréquence de leur ramassage (former les équipes municipales afin d'améliorer la gestion des circuits, faire appel au secteur privé en cas de besoin);
- Organiser des formations sur les déchets dangereux ;
- Faire pression sur la municipalité pour qu'elle augmente le prix payé aux pré-collecteurs pour chaque conteneur de 8 m³ rempli.

A long terme:

- Mettre en oeuvre une offre de services de santé spécifique aux femmes ;
- Mettre en oeuvre une campagne de sensibilisation du public à la fois sur les déchets solides et sur les déchets liquides, en partenariat avec les agences publiques.

Conditions de travail des *korales*

- Faciliter l'accès au crédit afin de réduire la dépendance vis à vis des négociants, sous la forme d'un fonds de démarrage;
- Faciliter l'accès à des espaces où les *korales* peuvent trier les MR (il s'agit d'une demande de longue date émanant d'eux) et à des équipements.

Conditions de travail des recycleurs

- Fournir un équipement adéquat (à identifier).

Recommandations pour le Vietnam

Recommandations adressées à la municipalité

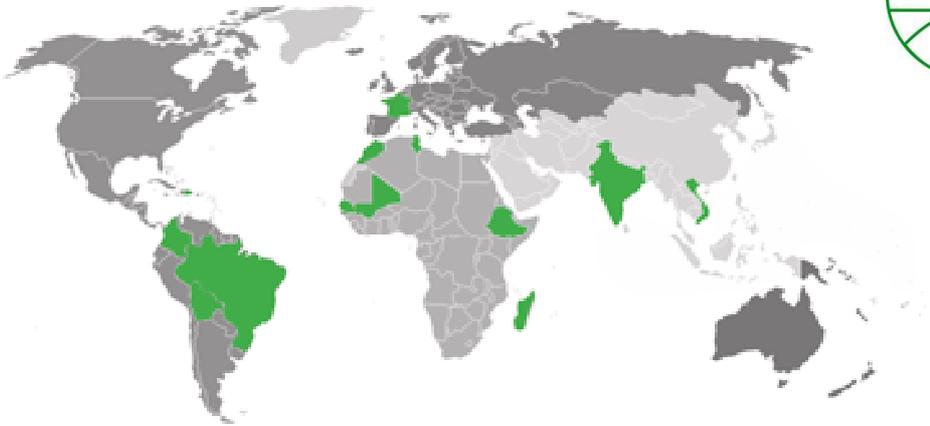
- Réviser le tarif des contributions des ménages et des commerçants, et le taux devant être reversé par les travailleurs aux autorités locales et aux coopératives;
- Appuyer la mise à niveau des véhicules de collecte à travers des prêts spéciaux ou des prix réduits;
- Autoriser les pré-collecteurs à conserver leurs véhicules à 3 roues;

- Contraindre tous les employeurs des travailleurs de déchets (coopératives, etc) à payer les assurances accidents du travail, des assurances santé, des assurances chômage. A défaut, encourager les travailleurs à souscrire à la protection sociale volontaire ;
- Améliorer le fonctionnement des coopératives existantes (formations à la gestion) et promouvoir la création de nouvelles coopératives;
- Mettre en oeuvre des exonérations d'impôt et des tarifs préférentiels pour les coopératives et entreprises privées de collecte des déchets;
- Reconnaître l'existence des grands propriétaires de circuits de collecte et les contraindre à veiller à la protection sociale de leurs employés;
- Appuyer les activités communautaires des travailleurs, des collecteurs de MR et des récupérateurs.

Actions à mener par Enda Vietnam

- Former les coopératives, les syndicats, les équipes des administrations locales à la gestion, à la comptabilité et à la résolution de conflits;
- Apporter une aide en matériel de sécurité
- Organiser des visites médicales
- Aider les pré-collecteurs de déchets indépendants à s'organiser en groupes
- Aider les collecteurs de MR et les récupérateurs à s'organiser en clubs.

Enda (environnement, développement, action) dans le monde



Secrétariat Exécutif d'Enda TM

Complexe Sicap Point E, Bâtiment B, Avenue Cheikh Anta Diop
BP 3370 Dakar, Sénégal
Tél : +221 33 869 99 48, Mail : se@endatiersmonde.org

www.endatiersmonde.org

Entités participant au programme IWPAR

Enda Europe

5, rue des immeubles industriels, 75011
Paris – France
Tél : +33 1 44 93 87 40, E-mail :
contact@enda-europe.org

www.enda-europe.org

Enda Colombie

Carrera 10 No. 24 - 76 Oficina 805
Bogotá, D.C. – Colombie
Tel : 283 95 75 - 283 98 29
E-mail : secretaria@endacol.org

www.endacol.org

Enda Vietnam

C2 Buu long St, Cu Xa Bac Hai, district 10,
Ho Chi Minh ville – Vietnam
Tel.: (84-8) 9700243
endavietnam@viettel.vn

www.endavn.org.vn

Enda Ethiopie

P.O. Box 25718 Code 1000
Addis Ababa – Ethiopie
Tel.: (251-1) 011 416 88 95
Fax: (251-1) 011 416 88 96
E-mail: enda-eth@ethionet.et

www.endaethiopia.org

Enda Océan Indien

B.P.1467 Antananarivo - Madagascar
Tél.: (261 20) 222 61 64
E-mail: endaoi@enda.mg

Plus d'informations, des vidéos, des études et des actualités sur les activités d'Enda auprès
des recycleurs et récupérateurs de déchets sur le site :

www.iwpar.org